POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

23 MARS 1965 - Nº 33

Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

SOMMAIRE

_	Ia	Lutto	doe	moneuole	do	Rhone-Poulenc-Vitry		(p	9
-	Lu	iuite	ues	mensueis	ue	Mnone-1 outenc-vitry		p.	رے

(p. 7)- Interdiction du droit de fractions à l'UEC

- Israël, l'Egypte et les deux Allemagnes (p. 8)
- (p. 8)- A la réunion publique organisée par VOIX-OUVRIERE

ARANTE-CINQ écoliers tués au cours d'un bombardement le mercredi 17 mars, dans un village du sudvietnam, à 8 km de la base « américaine » de Da-Nang.

Le drapeau vietcong flottait « insolemment » sur l'école de ce village que les gouvernementaux et l'Etat-Major américain esti-maient jusque là « anti-commu-niste ». Le raid punitif des Amé-ricains ne devait pas se faire attendre. Mitraillages et bombarde ments « nettoyaient » le village tuant et blessant hommes, femmes, enfants.

Le drapeau vietcong ne flotte peut-être plus sur l'école de Man Quang. L'impérialisme américain pourra peut-être continuer à ré-pandre la mort. Mais, jamais, il ne pourra triompher d'un peuple qui depuis vingt ans lutte pour sa liberté.

Pendant ce temps dans un mes sage au peuple soviétique et aux peuples du monde, les dirigeants du Kremlin se sont félicités du nouveau succès dans l'exploration du cosmos et en ont conclu:

« Le vol du vaisseau Voskhod II, de même que les vols précé-dents, contribuent à la paix et au progrès »...

paix et de l'amitié entre les peuples, l'Union soviétique conjointe-ment avec les autres pays socialistes continuera à prendre toutes les mesures possibles pour mettre un terme aux tentatives des forces impérialistes d'agression qui veu-lent aggraver le climat internation

Soviétiques Les l'agression des Etats-Unis au Vietnam du Sud, ainsi que leurs actes de provocation contre la République démocratique du Vietnam. Nos sympathies et notre soutien sont entièrement du côté des peuples en lutte pour la liberté, l'in-pendance et le progrès social.

Face aux provocations im périalistes, les peuples des pays socialistes et tous les hommes épris de paix, sont appelés à s'unir encore plus étroitement et à intervenir d'une manière plus active en faveur c'e la paix dans le monde »...

Ce « message » est peut-être p-rvenu jusqu'à la population vietnamienne, et pourra-t-elle s'en servir sous les bombardements et les mitraillages à la place du « Notre père qui êtes aux cieux ».

(Lire la suite en page 7)

MAN QUANG SAINT-NAZAIRE : les chantiers navals et la classe ouvrière

Trois importantes sociétés assuraient la prospérité capitaliste de Saint-Nazaire et de sa région depuis la guerre 1914-18: le Chantier de Penhoët, les Ateliers et Chantiers de la Loire et les Etablissements de Loire-Saint-Denis-Paris. Les besoins de la concurrence et de la productivité à ourance ont conduit financiers et industriels à la fusion des trois enteprises essentielles qui sont devenues les Chantiers de l'Atlantique.

treprises essentielles qui sont devenues les Chantiers de l'Atlantique.

Les Chantiers de l'Atlantique représentent plus de 40 % de la capacité de production nationale. Ils constituent le pôle d'attraction de la population active et l'élément moteur de l'économie régionale. Avec les petites entreprises satelisées ou « tolérées », c'est une armée d'une douzaine de milliers de travailleurs que la strêne de l'embauche livre, chaque matin, a l'exploitation du patronat de la construction navale. Cette situation n'est pas sans poser des problèmes aux partis politiques et aux syndicats, aux successifs gouvernements et à une municipalité particulièrement protégée.

municipalite particulierement protégée.

Les ouvriers de Saint-Nazaire
ont toujours été considérés comme le peloton d'avant-garde de
l'armée de la révolution prolétarienne. Et cependant, leur comportement, dans son ensemble,
peut être considéré plus comme
une accumulation d'actes de révolte que comme une activité révolte que comme une activité revolte que comme une activité revolte que comme une large
part à certaines considérations
essentielles que nous aborderons.
La vie locale est, en effet, pour
le profane, marquée d'une contradiction fondamentale: un prolétariat combattif qui a fait ses preuves à des moments qui auraient
du être décisifs, est régi politiquement par une municipalité
« socialiste » en peau de lapin,
depuis un demi-slècle.

Les gouvernements successifs et

depuis un demi-siècle.

Les gouvernements successifs et le C.N.P.F. n'ont jamais mésestimé le potentiel contenu des travailleurs de la navale à Saint-Nazaire. Et ce n'est pas le hasard qui place toujours les Chantiers de l'Atlantique derrière la Régie Renault, en un décalage parallèle et permanent dans ce qui pourrait sembler des attentions spectaculaires du gouvernement et des patrons (attribution de la troisième semaine de congés, puis de la quatrième par exemple).

Les ouvriers marquent, à cha-que fois que l'occasion leur en est fournie, leur confiance dans l'ave-nir, par l'action revendicative et politique. Mais leur confiance dans les centrales syndicales s'altère au fur et à mesure que tout est fait pour que n'aboutissent pas les principales revendications.

les principales revendications.

La place prise par les Chantiers
Navals de Saint-Nazaire dans l'histoire du mouvement ouvrier, notamment depuis 1935, a conduit
tout naturellement l'équipe locale
de la Voiz Ouvrière à brosser dans
ces colonnes un rapide tableau,
aussi objectif que possible de
leur histoire.

La jeunese qui monte a besoin

leur histoire.

La jeunesse qui monte a besoin de savoir comment des « fonctionnaires » dirigeants les syndicats ont gaspillé les efforts de leurs mandants, comment la politique stalinienne marqua de son empreinte le recul du mouvement ouvrier: sur le territoire électoral de la commune de Saint-Nazaire, le parti communiste obtenait, en 1928, plus de suffrages que le P.C.F. d'aujourd'hui, compte tenu de l'apport du vote des femmes.

Les origines

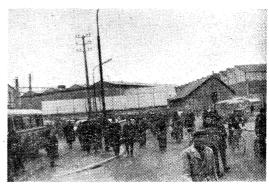
Le nom de Saint-Nazaire évo-que dans l'opinion publique des résonnances maritimes, l'écho des luttes ouvrières contre l'exploita-tion capitaliste et le souvenir de

luttes ouvrières contre l'exploitation capitaliste et le souvenir de puissantes actions revendicatives. Le port nait en 1857 dans l'évolution du négoce maritime. Bénéficiant d'une situation géographique avantageuse il s'adaptera rapidement au trafic intercontinental en voie de développement.

Dès la mise en service d'un premier bassin d'une douzaine d'hectares, Saint-Nazaire se trouve bien place pour réparer les navires. et en construire.

Les chantiers navals naissent le long de l'estuaire de la Loire et s'y développent. La combinaison voile-vapeur s'applique sur des navires dont le bois constitute le matériau essentiel. Les ouvriers occupés aux travaux de terrassement des bassins ont été recrutés dans le Finistère et la vailée de la Garonne en raison de leurs notions de construction de navires, ou de leurs connaissances en charpente. Ils seront tout désignés au démarrage du chantier naval. L'influence des idées marxistes est alors très faible.

Le chantier Scott est mis en faillite sur ordre des banquiers



Une sortie des chantiers, le soir

anglais et le chômage frappe bru-talement l'expansion régionale dès-1864. La famille Sainte-Croix pour suit une activité de réparations et son usine deviendra les « Ateliers et Forges de l'Ouest ».

La construction du bassin de Penhoët, d'une superficie de 23 hectares, s'acheva en 1880 et as-surera le renouveau du port.

La paye des ouvriers se fait en pièces de billon de 10 et 5 centi-mes, les gros et les petits sous. La misère est extrême et les rares soulèvements sont noyés dans le sang: le régime de la trique est la marque de l'époque.

Les premières associations

Puis, c'est l'ouverture de l'usine sidérurgique de Trignac : l'Union métallurgique de la Basse-Loire et, à partir de ce moment, bien des choses vont changer. Pourquoi ?.. Parce que pour accélérer le démarrage il faudra faire appel à des professionnels aguerris : des pudleurs, des fondeurs, des mou-leurs, des lamineurs et des mécaniciens qui seront recrutés dans la région parisieme (Creil et Montaiarro) et le département de l'Allier (Commentry).

Des associations d'ouvriers ad-

ner (Commentry).

Des associations d'ouvriers adhèrent à la première Internationale (cette tradition durera car, bien plus tard, le syndicat local unitaire (C.G.T.U.) de Trignac sera, dans les années 1924-28, nu mériquement, le second de France, derrière Saint-Denis).

Des amiesles de tracaure de la commentaire de la

Des amicales de traceurs de Des amicaies de traceurs de co-ques et de mecaniciens se manifes-tent au Chantier de Penhoët, ap-pelé alors « la Compagnie » à cau-se de sa filiation avec la Compa-gnie Générale Transatlantique. La classe ouvrière prend conscience du caractère de l'exploitation ca-pitaliste et organise sa défense.

pitaliste et organise sa detense.
Au cours de la période de 19071912, les syndicats de riveurs-mateurs-chanfreineurs mènent l'action revendicative, sous des formes
diverses, dont la grève. Les mouvements sont sévèrement réprimes
par l'intervention de la troupe stationnée à Fontenay-le-Comte et les
chasseurs à cheval de Pontivy.

La guerre de 1914-18

Les chantiers navals sont transformés en usines d'armements. Les Nazairiens en état et âge de porter les armes sont mobilisés et la main-d'œuvre féminine fait l'appoint des transplantés des départements du Nord et de l'Est. Le port a une grosse activité de transit et les dockers constituent une corporation avec laquelle il faudra compter. C'est « sur le quai », comme l'on dit, que sera constituée dès 1916, ce qui pourrait être appelé, en anticipant un peu, la première cellule communiste de France. L'animateur en est un émigré russe nommé Ouslov qui assistera aux conférences de Kienthal et Zimmerwald avec Lénine en Suisse.

La lutte est sévère dans les syn-

en Suisse.

La lutte est sévère dans les syndicats contre la social-démocratie et le réformisme. Il faut savoir, pour bien comprendre, que la Convention collective de la métallurgie date de 1917: elle a été consentie par le ministre « socialiste » Albert Thomas, du cabinet d'Union sacrée, et visait à accélerer la fabrication des obus et des armements.

Après la première querre mondiale

La France sort victorieuse (!). Le slogan du jour est «l'Alle-mand paiera». Pour cela la France prendra la production de la Rhur et le chômage fait son apparition dès 1921 dans la région nazai-rienne.

La seconde crise est très pro-fonde de 1929 à 1932 et des licen-ciements massifs frappent les foyers ouvriers à chaque départ de navire achevé.

De nombreuses actions ouvrières et grèves émaillent cette période et la classe ouvrière, prenant conscience de sa force, se rend compte de la trahison permanente de la social -démocratie, mais celle-ci survit cependant parce que le stalinisme n'offre pas plus d'issue.

En rentrant de Tours où il avait voté, en 1921, l'adhésion à la III

(Lire la suite en page 2)

A NOS LECTEURS DE LA REGION LYONNAISE

Après Paris, Voix Ouvrière organise à Lyon une réunion publique sur « le problème des rapports entre les intellectuels et la classe ouvrière, entre les intellectuels et le parti révolutionnaire ».

Le vendredi 26 mars à 20 heures à la salle Darius Milhaud, 3, rue Turenne (près place Gabriel-Péri).

Vous y êtes cordialement invités.

SAINT-NAZAIRE: les chantiers navals et la classe ouvrière

Suite de la première page

Juite ut la première page

Internationale, le groupe Blancho
flirte avec la II^e et demi de Longuet, puis retourne se blottir dans
le giron de la II^e Internationale
de Blum (il n'aura pas fini d'étonner ses électeurs: sous-mistre de l'armement en 1936 il votera
pour Pétain en 1940; exclu de la
S.F.I.O. il redevient maire à la
Libération, puis député et siège
a Strasbourg et tout cela n'empéche pas bien entendu le P.C.F. de
faire le beau auprès de lui lors
des périodes électorales).

C'est la grève de 36

Les Chantiers navals seront oc-cupés pendant 41 jours (du 6 juil-let au 18 août). La reprise du tra-vail s'effectue avec simplement les avantages des accords Mati-gnon. Deux secrétaires syndicaux antagonistes menaient la trahison. L'un, sur le déclin, agissant au nom de la Fédération réformiste, l'autre tout neuf, provenant des Jeunesses communistes (à la mi-novembre 38, au Congrès Confé-déral de Nantes, alors qu'il est mandaté pour une motion il se prononcera contre et votera pour une collaboration de classe carac-terisée).

La grève de 24 heures du 30 novembre 1938

Elle durera 10 jours à Saint-Nazaire et 130 délégués et mili-tants syndicalistes les plus actifs seront litenciés. La plupart seront ensuite emprisonnés ou déportés.

Et c'est 1939 et la drôle de guerre

Les ateliers sont désorganisés par la mobilisation générale. L'appel sous les drapeaux s'opère seion un singulier recensement. Et l'on verra certains secrétaires de syndicats, jeunes et valides, rentrer dans leurs foyers après trois jours d'incorporation. La bourgeoiste entend les utiliser et elle sutilisera, de 1939 à 1949 sous une forme, de 1940 à 1944-45 pour une autre besogne encore plus vile.

vile.

La C.G.T. est dissoute, ses biens confisqués; le P.C.F. est clandestin et réduit à sa plus simple expression.

18 juin 1940 : sortie du cuirassé "Jean-Bart" et arrivée des troupes allemandes

Les réformistes, à Saint-Nazaire, se rangent sous la bannière de Pétain : la Charte du Travail tient officiellement séance à la Bourse du Travail avec d'ex-militants C. G.T. (chose extrémement rare à l'époque car peu de réformistes avaient accepté de jouer le jeu) cependant que se constitue un syndicat clandestin dont aucun des dirigeants survivants n'adhérera au P.C.F. à la libération — ce qui nous semble très significatif.

Nous n'insisterons pas sur cette partie de l'histoire, mais nous sommes à la disposition de tous ceux que des précisions intéressenaient.

raient.

La ville et les chantiers connai-tront l'occupation JUSQU'EN MAI 1945, date de la libération de la « poche de Saint-Nazaire ».

Après la « Libération »

La remise en état des chantiers navals démarre en juillet 45. La ville est truffée de mines, bom-bes à retardement et autres en-gins; le ravitaillement est mau-vais, la ville est inhabitée et les transports se réorganisent lente-ment

ransports se réorganisent lentement.

Les cellules communistes se
multiplient à une cadence qui n'aura d'égal que le rythme de leur
dépérissement. Le syndicat des
métallurgistes se reconstitue à
Nantes où se trouve la main-d'euvre évacuée. Il ouvre largement
ses portes et multiplie les postes
de façon à caser beaucoup de
monde. C'est ainsi qu'il y aura
neuf secrésiries — qui, d'ailleurs,
abandonneront les uns après les
autres le syndicalisme et même
lui tourneront le dos dès qu'ils
auront trouvé à se placer...

La construction des cités provisoires (qui durent encore) redonne activité à la ville. Le bâtiment
emploie 3.500 ouvriers qui sont occupés aux travaux de déblaièment
et de reconstruction. Signalons
qu'avant 1939 le bâtiment comptat 500 travailleurs et qu'ils sont
actuellement beaucoup moins, la
ville étant reconstructiue à neuf ne
nécessite, temporairement, que
peu de travaux d'entretien.

L'activité des Chantiers tend à
se normaliser avec la refonte des

paquebots Pasteur et Ile-de-France. Les prix augmentent et certains commerçants ont contracté de malsaines habitudes sous l'occu-pation: vendre très cher des den-rées contingentées et gogne heupation: vendre très cher des den-rées contingentées et gagner beau-coup d'argent en quelques heures d'ouverture, quelques jours par semaine. Les salaires ne suivent pas le coût de la vie et nombreux sont ceux qui pensent qu'ils vi-vaient mieux à ne rien faire, avec les seules allocations de réfugiés et le bricolage à la campagne.

Du « produire d'abord » à la scission syndicale

à la scission syndicale

L'esprit de lutte se réincarne dès 1946 dans le renforcement du syndicat et des actions particulières se manifestent efficacement des se manifestent efficacement des 1946 : le patronat est affolé.

Il faut le rassurer et le syndicalisme traditionnel s'y emploiera. Le ministre communiste du Travail préconise au préalable de retrousser les manches et le porteparole de la Fédération (député de Paris) explique en long et en large, qu'il faut d'abord rempiir la souplère avant de la répartir dans les assiettes.

Cependant 1947 sera l'année où la classe ouvriere fait éclater son mécontentement à travers tout le pays dans une série de grèves qui au printemps oblige les « camarades ministres » à quitter le gouvernement et à revenir de l'autre tôté de la barricade tout au moins apparemment.

Et, après la scission syndicale

coté de la barricade fout au moins apparemment. Et. après la scission syndicale qui abouti à la création de la C.G.T.F.O., novembre 47 voit une vague de grèves dirigées par la C.G.T. Aux Chantiers, le mouvement se détériorera et une dounaine de résistants termineront «victorieusemnt » l'action le 10 novembre sous la menace de Daniel Mayer de ne pas bénéficier de l'avantage de 2500 francs.

En mars 48, à la suite d'un eutre de l'avantage de 2500 francs.

En mars 48, à la suite d'un eutre de l'avantage de 2500 francs.

En mars 48, à la suite d'un eutre de l'avantage de 2500 francs.

1950 : 40 jours de grève

En 1950, c'est la reconversion du paquebot allemand Europa qui devient Liberté (1). La plus belle unité de la Transat sur la ligne Atlantique-Nord. Le début de l'année est marqué par une grève totale qui durera 49 jours et rapportera la prime du ciaquantenaire de la société que le secrétaire général de la Fédération C.G.T. avait antérieurement négociée avec la direction. Les ouvriers reprenent le travail découragés et doutant de l'efficacité des syndicats qui les ont conduits à une aventure.

C'est le départ de l'institution de la prime trimestrielle d'intéressement, barrage à l'action. Cette prime prendra rapidement le caractère d'une prime d'assiduité et d'asservissement, tout débrayage ou «sortie pour information » l'amputant plus ou moins. (On pourrait croire que les syndicats se sont laissés tromper. A la vérité il n'en est rien puisque 1936 marquera l'ouverture des accords d'entreprise dont Pinczon dira qu'ils sont un barrage efficace à l'action revendicative désordonnée).

Des 1953

l'action partie des postiers bordelais tend à engendrer une grève généralisée qui mettrait le pouvoir en péril. C'est le décrochage des chefs syndicalistes qui sauvent une fois de plus le capitalisme. Les mouvements de l'ED.F. entrainent des fermetures épisodiques des Chantiers de l'Atlantique qui se traduisent par une perte de salare de 15 jours en août. Les baratineurs professionnels parlent de recours, de prud'hommes, etc. Il faudra attendre la fin de 1934 pour voir s'amorcer le mécontentement des soudeurs, qui partant du samedi systématiquement chômé et partiellement indemnisé par voie de souscription publique, conduira houreusement à 1955 et, malheureusement, à 1956.

Nous ne nous arrêterons pas pour ceite fois sur la description, pour-tant instructive, des événements de 1955 : organisation des comités d'action, formes diverses de l'action, pourparlers à tous les échelons, aide de la population, tentatives de répression policière, contacts humains à bras-le-corps, résultats et, la pression s'étant relâchée, signature d'une convention restrictive.

Il convient de noter que la délégation qui est montée à Paris signer l'accord des 22 % est très différente de celle qui, sous la

pression de l'action du comité de lutte, fit mettre genou à terre aux gros bonnets du C.N.P.F. et du ministre Bacon. En se reportant à la presse de l'époque, on constate que les détégues qui dénonçaient le protocole provisoire comme un accord final ont été éliminés de l'ultime voyage à Paris et que, par conséquent, il fallait que ce soient 5 membres du P.C.F. qui signent pour la C.G.T. après Pinczon. Grand bien leur fasse s'ils comprennent où conduit la politique des accords d'entreprise que prònaient « Paris-Match », l'information ministérielle, le patronat et les « syndicalistes enchainés »! L'accord d'entreprise reconduit et aménagé ne change rien à la disparité croissante entre les prix et les salaires. La fusion des enterprises a permis le renforcement de la discipline militaire à la faveur des brassages de maitrise.

Octobre 1957

Est marqué par la mort du ca-réneur Marquet. Un de plus après Rigollet à Nantes en 1935. La grè-ve d'octobre 57 fut pour Saint-Nazaire une des plus sauvages où patronat et ouvriers s'affrontèrent brutalement. Un fait de l'époque montre également la collusion existant entre patronat et gouver-nement : la délégation intersyndi-cale restreinte diseute avec Fould et Pinczon pendant que les C.R.S. chargent. Le sang coule, mais les

travailleurs se défendent. Le Préfet fou (Rix) désigne des otages que retient un colonel. La délégation intersyndicale refuse de continuer la discussion tant que sont maintenues les arrestations. Pinczon descend dans la cour, donne des ordres aux officiers des C.R.S. et au Préfet : les prisonniers sont relâchés et la liste des identités déchirée. Ce fait montre, en outre, comment la volonté du proletariat en action est la force determinante de la lutte pour un avenir de justice.

Mouvements particularisés et compromission

Nous ne procéderons pas à l'énamération des mouvements « particularisés » comme dit la C.G.T. Les mots disent bien ce qu'ils veulent dire. Et si, a priori, in r'est pas impossible de passer du particulier au général, la généralisation des luttes est restée lettre morte dans les dossiers syndicaux. Nous assistons dès 1960, pour le lancement du « France » et plus tard lors de son départ, à des solutions de compromis inspirées par le meire et repris de bonne grâce par les dirigeants de syndicats soucieux de ne pas étre débordés.

La compression des effectifs est ininterrompue depuis 1958. Ceux qui partent ne sont pas remplacés et l'embauchage devient synonyme

de souvenir ancien. L'effectif est inférieur de près de 2.500 à ce qu'il fut en période de piein emploi.

Les licenciements augmentent dès le début de 1964. S'inscrivent en parallèle des actions spectaculaires : mobilisation générale, locale, en janvier, rassemblement département de février à Nantes avec discours oiseux, Depuis, 600 licenciements dont la moitié de camouflès en pré-retraites, quelques actions sporadiques destinées à satisfaire la courbe des moyennes, entretenue fédéralement et confédralement en vue de meubler les activités locales des services ministériels de renseignements.

Amorce de conclusion

Amorce de conclusion

La classe ouvrière de Saint-Nazaire a été toujours, et restera, à la pointe du bon combat. Les trahisons répétées des partis politiques et des syndicalistes inféodés ne portent aucunement atteinte au moral des combattants d'avant-garde. Les ouvriers se souviernement que les résultats de 1955 sont le fait exclusif des Comités de Lutte, négligeant en maintes occasions, la « ligne » qu'auraient voulu imposer les syndicats.

Toutes les formes d'action ont été pratiquées depuis 1933: 40 jours d'occupation, grèves perlées, tournantes, de harcèlements, of (Lire la suite en page 7).

(Lire la suite en page 7)

Une expérience récente du personnel mensuel de RHONE-POULENC à Vitry

Dans une usine de l'industrie chimique comme celle du groupe Rhône-Poulenc de Vitry, le personnel de laboratoire représente une partie importante des salariés. Sur les 3.590 ouvriers en totalité que comprend cette usine, il y a près de 700 techniciens de laboratoire. Leurs classifications vont d'« ouvrier de laboratoire par les différents échelons d'aide-chimiste et de chimiste. Les salaires vont de 630 à 1.600 F par mois. Leur travail diffère selon qu'ils sont rattachés à la fabrication ou à la recherche, avec tous les Intermédiaires possibles mais, en général, ils sont groupés par petites unités de 8 à 10 en fabrication et dans des ensembles atteignant plusieurs centaines de personnes la recherche.

Les tratifions de lutte jusqu'à ces demires mois étaient prati-

phisieurs cenames de personaes a la recherche.

Les traditions de lutte jusqu'à ces demiers mois étaient pratiquement inexistantes dans ce milieu. La participation de ces travalileurs eux mouvements aussi bien de l'usine qu'aux mouvements nationaux était infime. C'est pourquoi, c'est avec un peu d'étonement et de surprise que le restant de l'usine considéra leur lutte revendicative qui débuta milieu décembre.

Ce mouvement eut, au départ, une apparence peu commune: les

Intte revendicative qui débuta milieu décembre.

Ce mouvement eut, au départ, une apparence peu commune : les travailleurs passèrent spontanément à l'action. Parti du « Contrô en Analytique » un jeudi apresmidi, le mouvement a fait tache d'huile et a rapidement atteint d'autres secteurs de l'usine dénomnés : RTGN, PPO, PMO et une parile du CNG, mettant en mouvement environ 149 travailleurs. C'est à la suite de l'atribution des augmentations individuelles de fin d'année (de l'ordre de la dizaine de francs) que le mécontentement s'était fait ribution des augmentations individuelles de fin d'année (de l'ordre de la dizaine de francs) que le mécontentement s'était fait jour au contrôle analytique et s'était concrétisé par une réunion au vestiaire et des délégations à différents chefs et à la Direction. Et comme plus personne ne travaillait, cela fut ouvertement déclaré « débrayage » à un chef qui demandait des précisions.

Le soir, avant de partir, ceux du contrôle analytique (côté où entrelle analytique des mensuels) proclamait que le contrôle analytique mécontent des messals proclamait que le contrôle analytique mécontent des grévistes atteignit 149. Il fut décidé de faire en fract destiné a matiné, les secteurs cités plus haut les réjuignirent et le nombre des grévistes atteignit 149. Il fut décidé de faire en fract destiné a Reinsemble du personnel de Rhône-Poulenc pour le mettre au courant. La revendication que le tract formulait était de 50 F pour tous d'augmentation mensuelle. Jusquelà les revendications n'avaient pas était était cois ever capatications n'avaient pas était en grévisées.

Un autre débrayage avait été décidé, cette fois avec appel à tous

té précisées.

Un autre débrayage avait été décidé, cette fois avec appel à tous

les mensuels de laboratoire, pour le lundi suivant. Avec lui se termina la première phase de ce mouvement : la Direction avait fait de vagues promesses de discussions prochaines... sur la modification des classifications. L'idée de la «revalorisation» de la profession» lancée par des «syndicalistes indépendants » et reprise par les syndicalistes corporatistes des autres centrales (C.G.T., C.F.D.T. et F.O.) avait commencé à faire du chemin. Sur la seule promesse de discussion à venir la majorité des mensuels décidait d'attendre. Ce premier temps avait été une réaction spontanée que des militants ouvriers avaient aidé à se concrétiser. Les syndicats avaient été repoussés par les travailleurs qui voulaient mener leur action eux-mêmes. Un embryon de comité des représentants de chaque secteur s'est même réuni. La C.G.T. s'est plainte de ceia dans différents tracts: Dans le «bulletin des mensuels» du 30-12-1364 elle écrit:

«Le vendredi 18 au soir, une feunion groupait des technicies

sest planne ue cesa dans danterents tracts: Dans le «builletin des mensuels» du 30-12-134 elle écrit:

«Le vendredi 18 au soir, une feunion groupait des techniciens des divers secteurs déjà mentionnés et du CNG2. Bien que plusieurs participants aient mentionnés et du CNG2. Bien que plusieurs participants aient mentionnés et du CNG2. Bien que plusieurs participants aient mentionnés et du CNG2. Bien que plusieurs participants aient mentionnés et du CNG2. Bien que plusieurs participants aient mention ha nécessité de consulter leurs camarades de travail avant de prendre de laboratoire à une action pour le lundi suivant. PAS UN MOT N'A ETE DIT DES-ORGA. NISATIONS SYNDICALES, LA MAJORITE S'ETANT PRONONCEE CONTRE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, LA MAJORITE S'ETANT PRONONCEE CONTRE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, LA MAJORITE S'ETANT PRONONCEE CONTRE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, LA MAJORITE S'ETANT PRONONCEE CONTRE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, LA MAJORITE S'ETANT PRONONCEE CONTRE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, LA MAJORITE S'ETANT PRONONCEE CONTRE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, L'A MAJORITE S'ETANT PRONONCEE CONTRE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, L'AVENTION L'ARTICLE L'APPUI ET L'INTERVENTION L'ARTICLE L'APPUI ET L'INTERVENTION DE TOUT SYNDICALES, L'AVENTICALES, L'AVENT

Puis avant la réunion avec la Direction (2º quinzaine de janvier) les trois syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., décidèrent de convoquer une assemblée du personnel de labo, le soir après le travail. Cent sept mensuels y participèrent. Il y fut décidé un appel à un débrayage pour le lendemain de la discussion avec la Direction pour mettre au point, éventuellement. Les méthodes de lutte. La Direction pour mettre au point, éventuellement. Les méthodes de lutte. La Direction perposair que la modification des classifications : elle faisait un projet comprenant 10 catégories, les syndicats en proposaient un en comportant 8, celui qui avait ceurs à ce moment à l'usine n'en comportant 8, celui qui avait ceurs à ce moment à l'usine n'en comportant de 6:!! Par la suite les syndicats revinrent à un projet de six classifications.

A la réunion, la Direction générale écouta les arguments des délégations syndicales puis ajourna la réunion à fin avril ! Au débrayage du fendemain, malgré les questions précises posées, les syndicats refusèrent de donner toute réponse précises pur la cour reponse précises pur faction à mener (« on pourrait nous cantendre » en fut le prétexte!) et refusèrent même de préciser les revendicaions! « Faites-nous confiance » deuandérent-ils, et ceux qui étaient venus, dans leur majorité, pensaient qu'il valait peut-être mieux s'en remetre aux syndicats. De l'avoir pensé, cela leur a coûté cher:

Sans aucune consultation préalable, gardant la décision pour eau jusqu'à la veille, les syndicats appelèrent les techniciens de laboratoire à une grève de 24 heures le 19 février, Le tiers du personnel concerné répondit. Ce qui était étaient veu quand ont pense à la manière dont l'appel avait été fait. Puis ils appelèrent à une assemblee, le soir pour le 262-65, 60 personnes étaieni présentes. Et la malgré l'opposition de militants révolutionnaires présents, et la fait l'argument principal. Les syndicats es souciaient peu des échos suscités chez les travailleurs horaires, seule complait la possibilité de particu

(Lire la suite en page 8)

ES « echos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisience et des autres centres En effet, le présent periodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvrières mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La degenérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareits syudicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'extreprise ou d'atelier, tracts et journaux qu'un expriment plus depuis longtemps un les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs

Cest pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre

travailleurs

Cest pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre

« socialiste » les avions français bombardaient Port-Said, alors qu'aux
applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient
insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second
envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les
premiers builetins « Vois Ouvrière », simples feuilles polycopièes recto verso,
destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolution-

Depuis, ie nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénon-cant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique' des centrales syt dicales.

Ces builcims paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'auxres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l':-position souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accuei favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi commaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bufletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs: partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouveris à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE VOIX OUVRIERE

QUAND LES FOUS DÉCIDENT...

Les bombardements du Nord-Vietnam par l'aviation américaine devier nent presque quotidiens. Il est même question de les effectuer doré navant de nuit afin « d'augmenter leur effet psychologique sur i

Les Américains utiliseraient aussi contre le Vietcong un gaz qui rend aveugle, momentanément il est vrai! Un commentateur militaire aurait même affirmé que la difficulté serait « d'habituer l'opinion publique à l'utilisation de ce gaz ».

Tout cela, à ce qu'il paraît, pour que les U.S.A. puissent négocier au Vietnam « en position de force ».

La négociation est peut-être prévue, dans toute guerre elle l'est, même quand il s'agit de faire capituler sans conditions l'adversaire, mais, en attendant, la guerre du Vietnam ressemble de plus en plus à la guerre de Corée, au numéro du parallèle près.

Evidemment, le 17° parallèle n'est aujourd'hui franchi que par des bombardiers, tandis qu'il y a 15 ans c'était des corps d'armée entiers qui franchissaient et refranchissaient le 38° parallèle.

Ce ne sont pas ces bombardements terroristes qui amélioreront osition des impérialistes américains au Sud-Vietnam. Les U.S.A.

savent bien.

Les guerilleros du Vietcong au Sud-Vietnam se battent avec peu de moyens: armes légères, pou d'armes fourdes difficilement transportables, combattants volontaires se contentant de peu et recevant l'appui moral et matériel de toute la population. Même les U.S.A., malgré leur propagande sur les armes russes ou chinoises reçues par le Nord, sont bien obligés d'admettre que la majorité de l'armement moderne du Vietcong provient de la récupération des armes prises, lors des combats, sur les Sud-Vietnamiens gouvernementaux (Le Monde, 23 mars). Et ces armes sont américaines. armes sont américaines.

armes sont américaines.

Bombarder le Nord ne changera donc rien au Sud, de ce point de vue. Cela n'empêchera pas, non plus, que les soldats embrigadés dans l'armée gouvernementale sud-vietnamienne aient plus de sympathie pour le Vietcong que pour leurs dirigeants. Cela n'empêchera pas, non plus, que les généraux de l'armée sud-vietnamienne, qui n'existe que par l'aide américaine, consacrent plus de temps et d'efforts à se combattre entre eux qu'à diriger une guerre qu'ils savent bien perduc. Ce sont des mercenaires, c'est tout ce que les U.S.A. ont trouvé pour diriger le Sud... et bombarder le Nord n'améliorera pas la situation.

Bombarder le Nord n'empâchera pas non plus les boudhistes, ou étudiants, ou la population urbaine de Saïgon, ou celle des riziè de vomir le gouvernement fantoche mis en place par l'impérialisme.

Pour les U.S.A. la guerre est moralement perdue, même si militaire ment ils disposent d'une puissance aérienne suffisante pour détruire toute vie du nord au sud du Vietnam.

C'est idiot, imbécile, sanguinaire et sans espoir, mais les U.S.A. le font quand même.

Da même, une troisième guerre mondiale serait démente, stupide, sans espoir de victoire autre que sur l'humanité tout entière par sa dispa-rition ou par un retour complet à la barbarie et, cependant, l'exemple du Vietnam le montre, quand l'impérialisme américain considérera qu'il n'a pas d'autre moyen, même pas d'imposer sa politique mais tout simplement de ne pas y renoncer, comme au Vietnam, il s'engagera sur le chemin du non-retour et nous y entraînera tous!

On peut fermer les yeux à cela, se réjouir du résultat des élections municipales, choisir sa date de vacances, déplorer de ne pas pouvoir la choisir, regretter que ce début de printemps soit pluvieux, cela n'empêchera pas que le sort des populations du Vietnam, c'est l'avenir qu'on nous réserve. Et cet avenir, c'est peut-être demain!

Il y a 26 ans, l'impérialisme allemand ne pouvait pas espérer sortir victorieux d'une guerre mondiale, étant donné la coalition des puis-sances qu'il avait à affronter. Cela ne l'a pas empêché de jeter l'Alle-magne et le monde dans une guerre horrible.

Et ce n'est pas parce qu'une troisième guerre mondiale ne servirait « logiquement » à personne qu'elle sera épargnée à l'humanité. Car c'est l'impérialisme et son économie qui ne sont pas « logiques ».

LES LUTTES REVENDICATIVES

Chez Chausson

PARTICIPONS A LA LUTTE POUR L'ETENDRE

A l'appel des syndicats pour le débrayage de 2 heures, mardi 16 mars, les travailleurs ont répondu massivement.

mars, les travailleurs ont répondu massivement.

A l'usine H, fabrication, outilleurs, c'est de 95 à 100 % que se chiffre le pourcentage des grévistes. A l'usine G, la R.U. s'est vidée presque entièrement. Le lendemain, la direction décidait l'augmentation d'une demi-heure l'horaire de travail à la R.U. Le but étant la récupération du débrayage. Que rien n'ait été entrepriscontre cela reste encore un mystère. Sans doute l'objection majeure était le risque de cantonner la lutte dans le seul atlier ou l'horaire a augmenté. Mais en même temps nous apprenons l'obstination de la SUC à ne rien céder. C'était immédiatement qu'il fallait agir en luttant contre la récupération et pour nos revendications. La encore rien n'a été entrepris. Silence des syndicats. Bien sûr, si nous avions l'habitude de décider nous-mêmes des actions à réaliser, nous n'aurions pas posé la question. D'alleurs, cette habitude d'intervenir activement dans les décisions à prendre n commun après délibération démocratique éviterait d'attendre longtemps les mots d'ordre syndicaux qui ne sont pas exempts d'erreurs.

L'expérience des luttes revendicatives nous commande de remettre en question les formes de grève et les objectifs proposés fusqu'alors. Tout d'abord nous detous revendiquer ce qu'exige une
vie décente, croire que la SUC satisfera des petites demandes d'augmentation est un leurre. En effet,
les grèces à l'y a deux ans pour
les accords 63 ont nécessité des
sacrifices que n'ont pas compense les 8% récemment intégrés, ce
résit pas pour aboutir au même
résultat que nous avons débrayé
mardi dernier. Pas de salaire in
férieur à 1.000 F par mois. Proposition irréalisable diront les
sceptiques, ceux qui n'ont pas encore compris qu'i faut lutter séreusement pour les obtenir. Si
nous sommes décidés à mettre une
croix sur les formes de luttes
passées et leurs objectifs, et si
nous décidons ensemble des buts
et des moyens pour obtenir ce
dont nous avons réellement besoin, il sera possible dors de
faire céder la direction.

faire céder la direction.

Bien sûr, l'objectif des syndicats est la signature d'un accord «amélioré», c'est-à-dire quelques pour cents, des miettes.

Mais pour notre part, si nous voulons une réelle augmentation de salaire, nous devons participer à la lutte engagée pour lui donner l'orientation efficace: appeler les ouvriers des entreprises dans la même lutte pour des revendications communes. Que cela réussisse dépend uniquement de notre volonté à lutter sérieusement.

(Extrait du nº 185 de la V.O. Chausson).

Aux Cables de Lvon EN VOULOIR OU PAS

EN VOULOIR OU PAS

Lundi 15 mars, nous sommes sortis du cadre désormais classique des pétitions, délégations et suppliques, en pratiquant « l'escalade » dans les grands bureaux. Contre les pessimistes professionnels, ee mouvement a démontré une combativité évidente. Que le patron ait descendu l'escalier plus vite qu'il ne l'aurait sans doute voulu, après avoir vu démantibuler sa porte et avoir téléphoné au commissariat, ce n'est pas un spectacle quoitiden.

Nos revendications, bien sûr, ne sont pas satisfaites pour autant, mais nous ne nous faisions d'ailleurs pas d'illusion à ce sujet. L'important, c'est d'avoir compris que seule une réaction énergique et générale peut nous donner l'élan nécessaire pour aller de l'avant.

Ce n'était peut-être qu'un coup de colère passager mais une réelle amélioration de nos conditions de vie, nous ne l'aurons que par un coup de colère de ce genre, a condition qu'il soit général et organisé. En tout cas, qu'on ne revienne pas nous dire que les travailleurs, des Cables en tout cas, ne sont pas prêts à une action sérieuse.

(Extrait du n° 112 de la V.O. cables de Lyon).

Et Maintenant

ET MAINTENANT?

ET MAINTENARI ?

Le 15, nous avions bien démarré, mais dès le 18, il y avait une
moindre participation au deuxième débrayage que la C.G.T. et
la C.F.D.T. (horaires)* avaient
lancé. L'absence des mensuels a
été très remarquée, car même
ceux d'entre eux qui sont syndiqués C.G.T. ne se sont pas tous
senti le moral suffisant pour aller contre le courant dans les
bureaux.

senti le moral suffisant pour aller contre le courant dans les
bureaux.

Il faut dire qu'entre temps,
les syndicats avaient cultivé la
salade. La C.G.T. ayant décidé le
deuxième mouvement toute seule
à l'origine, demandant ensuite à
la C.F.D.T. de s'y joindre — attitude évidemment peu faite pour
en assurer la réussite — ladite
C.F.D.T. s'est « sentie mal à l'aise » et, le petit amour-propre des
mensuels jouant, seuls les horaires ont largement débrayé.
En outre, certains dirigeanis
C.F.D.T. s'appuyant sur les promesses directoriales quant à un
éventuel retour aux anciens horaires pour une partie d'entre
nous (diviser pour régner...), lancent des communiqués de victoire, comme si le fait de retourner aux 45 heures était le but à
atteindre!
Pour nous, le but de ce mouvement était une substantielle
augmentation de salaire, et ce ne
sont pas ces méthodes bureaucratiques qui nous permettront
d'aller de l'avant. Lorsque les dirigeants syndicaux prétendent
qu'ils nous consultent et affirment

(Extrait du nº 112 de la V.O. Câbles de Lyon).

Une convention collective...

A LA C.S.F. LEVALLOIS

POUR QUE ÇA EN VAILLE LA PEINE

LA PEINE

La C.G.T. se propose de lancer une campagne pour « une nouvelle et véritable convention collective ». A cet effet, elle nous indique dans un tract ses proppres propositions de base, et nous invite à en discuter et à lui faire comaitre notre option et nos suggestions.

Répondons donc à cette invitation. Ce qui nous paraît le plus incompréhensible c'est la timidité des propositions de la grande centrale C.G.T. Alors que depuis 30 ans la loi fixant la semaine de travail à 40 heures est violée par les patrons, la C.G.T. demande humblement à ces derniers qu'ils veuillent bien progressivement la violer un peu moins, et ne fixent même pas de dates aux différentes étapes de ce retour discret à la légalité.

de ce retour discret à la lega-lité.

De même, comment prendre au sérieux une centrale syndicale qui veut « exiger » un salaire mensuel garanti minimum de 600

francs, alors qu'on ne peut vivre décemment à notre époque avec un salaire aussi dérisoire.

La C.G.T. a sans doute oublié le temps où le minimum syndical en matière de salaire, était au contraire un bon salaire, et que l'entreprise où la pression ouvrière exigeait l'application du tarif syndical était considérée comme payant bien.

Ce sont de tels exemples d'abdication devant les tâches véritables qui expliquent le désinté-

...nationale!

ressement des travailleurs à l'égard des centrales syndicales. À l'heure actuelle, les seuls objectifs pour lesquels les travailleurs auraient intérêt à perdre quelques heures de salaire sont:

sont:

— pas de minimum mensuel inférieur à 1.000 F;

— mensualisation de tous les horaires;

— retour immédiat aux 40 heures sans perte de salaire.
Extrait du n° 40 de la V.O. C.S.F. Levallois).

Les vacances se préparent...

AU CREDIT LYONNAIS

UNE VIE DE « DINGUE »

Depuis plusieurs semaines, dans ous les services, les vacances sont l'ordre du jour.

à l'ordre du jour.

C'est en effet la période du choix de nos dates de congés, et comme chaque année, cela ne va pas sans difficultés.

Pour ceux qui ont l'indice « A », il n'y a en général pas de problème. Pour les autres, ceux qui sont « mal placés », il leur est difficile d'obtenir le mois qu'ils désireraient.

cile d'obtenir le mois qu'ils désireraient.

Et chacun pose son cas individuel, bien difficile à résoudre. Telle employée ne peut partir en août alors que la maison de son mari ferme justement au mois d'août. Tel jeune n'ira pas en vacances en septembre car ses parents partent en juillet et ne veulent pas le laisser partir seul. Des camarades travaillant dans la même section et qui aimeraient se retrouver ensemble dans d'autres lieux plus agréables, ne le pourront jas...

D'ailleurs ce a'est "as un hasard si les vacances prennent une telle importance pour les travailleurs. Nos conditions de vie n'ont fait que s'aggraver. Nous habitons de plus en plus loin de notre lieu de travail et les conditions de transport ne font qu'empirer d'année en année. Et lorsqu'arrive le printemps, nous sommes tou: fatigués, ènervés et ne révons plus qu'une chose : « vivre » enfin pendant 4 semaines.

Nous pourrons bien retourner

le problème dans tous les sens. Toute l'activité d'un pays ne peut s'arrêter du jour au lendemain et nous permettre d'être tous en va-

sarrêter du jour au lendemain et nous permettre d'êire tous en vacances en même temps.

En définitive le choix de nos vacances en prendrait pas le même caractère, si nous avions une vie normale tout au long de l'année; des horaires de travail plus courts, des moyens de transport suffisants et confortables.

Si nous gagnions suffisamment d'argent, nous pourrions beaucaup plus facilement couper nos congés et partir 15 jours en hiver, 10 jours au printemps et à l'automne et 10 jours en été, par exemple. Mais naturellement îl est impossible d'engager des frais de voyage, de location ou d'hôtel, trois fois dans l'aumée quand c'est déja un problème de pouvoir louer quelque chose pour un mois avec la paye que nous avons.

Et la seule façon de pouvoir vivre non seulement « en vacances » mais toute l'année, ce serait de changer cette société faite par les bourgeois et pour les bourgeois str pour les bourgeois str pour les bourgeois et pour les bourgeois et pour les bourgeois et pour les continuer longtemps à vivre comme des « dingues »?

(Extrait du N° 63 de la V. O. - Crédit Lyonnais.)

CHEZ BERLIET

LE PRIX DES VACANCES

Récemment, nous avons pu lire des affiches nous proposant pour nos enfants les colonies de vacan-ces de l'UFOVAL du Rhône.

L'UFOVAL est un organisme laique qui s'occupe d'œuvres de vacances et des colonies en particulier, avec des moyens relativements reduits puisque le gouvernement en genéral, et M. Herzog spécialement, ont refusé d'augmenter cette année, la subvention qui lui revient traditionnellement.

Quand on voit la hausse du prix de la vie, on conçoit qu'il soit difficile à cet organisme de pratiquer des prix très bes.

En effet, 8 F par jour pour les plus de 14 ans et même 6 F pour ceux qui en ont moins, cela représente pour un mois une bonne d'argent à débourser.

Quand il faut rajouter à cela un presque ioujours indispensable complément de trousseau et un minimum d'argent de poche, et si l'on a plusieurs enfants, le todal peut rarement être soustrait d'un budget ourrier moyen.

Quant aux vacances des parents.

Les vacances, non pas des vacances luxueuses, mais des vacances normales, sont de moins en noins abordables pour les travailleurs et leur famille, sinon tout à fait impossibles à envisager. Ce n'est pas la moindre des contradictions de la société capitaliste que celle-là: nous qui produisons toutes les richesses, sommes les derniers à pouvoir en profiter.

Nous sommes la source de tout le profit qu'une minorité de parasités accapare et nous ne pouvons même pas toujours offrir des vacances à nos enfants.

Extrait du n° 73 de la V.O. Berliet

Extrait du nº 79 de la V.O. Berliet

CONDITIC

CHEZ PANHARD

SOMMES-NOUS DES MANŒUVRES **OU DES PROFESSIONNELS**

OU DES PROFESSIONNELS

A quoi servent plusieurs années
d'apprentissage ou. d'expérience
professionnelle ? A faire votre
travail comme vous l'entendez ou
comme cela vous semble le plus
indiqué, ce qui est normal car
vous avez appris le métier pour
cela. Eh bien, cela n'existera plus
bientôl. Vous n'aurez dorénavant
qu'à executer m aniquement, hêtement, les directives que d'autres
vous d'aneront, sans que vous
ayez la moindre possibilité d'initiative dans votre propre travail.
Tout cela « grâce » à quelques
personnages qui jusqu'à présent
n'avaient pas trop fait parler d'eux
chez Panhard et qui maintenant
lancent des directives parce qu'ils
ont fait un stage chez Citroën ce
qui est considéré comme une référence (Citroën étant une sorte de
haute école).

Ces personnages, en général bien

haute école).

Ces personnages, en général bien prétentieux déjà auparavant, se croient maintenant de vrais caïds. Si vous voulez être bien vus il faut faire exactement ce qu'ils disent, sinon vous serez classés dans les indésirables.

Mais nous avons compris que la direction veut nous dégoûter encore plus de notre travail pour que nous partions de nous-mêmes, comme cela aucui: préavis à payer.

Alors elle embauchera de nouvel-les équipes qu'elle se chargera d'adapter rapidement à ses nou-velles méthodes de travail; très bonnes paraît-il!!!

SUR LES QUAIS ET DOCKS (Marseille)

UN JEU DANGEREUX

Pour nous, dockers, se présenter à l'embauche le matin ne signifie pas avoir du travail pour la journée. Non seulement notre paye sera fonction des chargements ou des déchargements à faire, mais en plus, il fuudra que notre tête plaise. En ette la character.

des déchargements à jare, mais en plus, il faudra que notre tête plaise.

En effet, le chef d'équipe choisit parmi nous ceux qui auront le « plaisir » de passer la journée avec lui et si, pour une raison quelconque (en général, parce qu'on a la réputation de ne pas se laisser faire) notre tête ne lui revient pas, ch bien, il déclare sa liste complète, quitle, à la fin de l'embauche, à prendre des gars sur carte d'identifé.

Cette pression qui est exercée sur nous est inadmissible, le travail devenant ainsi une prime à la docitité, la récompense donnée à l'enjant sage.

Or, nous me sommes pas plus des enfants que nous ne venons sur les docks chercher des récompenses Nous y venons gagner notre salaire et il ne faut pas que los chiefs d'équipes essaient de jouer aux roitelets en faisant cette discrimination. Lorsqu'ils tente-

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

DANS LE VENTRE

EN AVOIR

DANS LE VENTRE

On y court le midi, on s'y presse, on y fait la queue, avant, après, c'est un autre aspect de l'usine, notre repas de midi se transforme petit à petit en une chaîne. Le système de self-service que nous avons a bien des avantages, mais il devient intenable lorsque nous devons y faire la queue, il laut toujours se dépècher un peu plus pour laisser la place aux suivants. Trouver une place devient presque un exploit quelle que soit l'heure à laquelle on mange. Il n'est pas question de mange. Il n'est pas question de mange. Le sais r'occasion d'ano de mange. Le sais l'occasion d'an sortie c'est encore un problème, où poser son plateau? Les casiers a cet usage sont de plus en plus encombrés, le poser par terre; à act usage sont de plus en plus encombrés, le poser par terre que la cusse en plus. Mais que dire? On ne peut en vouloir aux femmes qui travaillent à la chaîne pour débarrasser, leurs nerfs ont aussi leur limite. Elles ne sont pas plus responsables de cete pagaille que nous ne sommes coupables de la gabegie qui règne dans la production.

Le temps' que nous avons pour déjeuner fait partie de notre temps de vivre, nous n'admétions pas qu'il soit rogne pour quelques raisons que ce soit. Nous devons pouvoir déjeuner sans courir et sans nous ênerver.

Puisque le C.E. s'entête à gérer coûte aux ecudies les marmites, qu'il

pouvoir déjeuner sans courir et sans nous énerver.
Puisque le C.E. s'entête à gérer coûte que coûte les marmites, qu'il se débrouille donc dans sa sauce, eq u'il nous faut c'est de la place pour manger comme des hommes et pas comme des machines et à un horaire normal,
(Extrait du re 18 de la V.O. Compteurs de Montrouge).

La sécurité

CHEZ RHONE POULENC

FAUT-IL ATTENDRE L'ACCIDENT ?

L'ACCIDENT?

Plusieurs accidents provoqués par les installations de chlore ont été évoqués dans notre bulletin. Nous avons su que des mesures ont été prises pour qu'ils ne se renouvellent pas (clès commandant la vanne, fixées près du tank, installation modiffée pour le remplissage des bouteilles). Mais il y a encore bien des lacunes à combler. Certains tanks de chlore reliés directement à un appareil ne possèdent pas de barboteur pour le dégazage de la tuyauterie. Si bien que le chlore contenu dans le tuyau va se perdre dans la nature et nous le respirons. Qu'attend-on pour équiper les installations de chlore selon les normes de sécurité? D'autre part les bouteilles contenant différents

gaz doivent obligatoirement être revêtues des couleurs convention-nelles pour les différencier. Or, c'est bien souvent que les cou-leurs passées, sont quasiment in-visibles. Ce qui peut provoquer des accidents.

L'accident mortel survenu ré-cemment à Corbeil, nous rappelle le lourd tribut payé par les tra-vailleurs de notre industrie. Il est inadmissible que les précautions les plus étémentaires ne soient pas prises.

(Extrait du nº 48 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

CHEZ U.C.L.A.F.

CA SENT LE FLIC

Ca sent le flic partout à UCLAF. En ce moment, plus qu'à l'ordi-naire, on le flaire partout et sou-vent il faut être malin pour le dé-

pister.

Evidemment nous en connaissons quelques-uns plus particulièrement : ceux qui, dans chaque bureau, dans chaque atelier, dans chaque labo, dans chaque service enfin, bénévolement et pour la gloire jouent les « cafards ». Il est d'ailleurs un peu abusif de dire que ces attardes de la communale font cela seulement pour la gloire.

Non, car tandis que leurs têtes de turc « espèrent » toujours quelqu'augmentation, notre cafteur de vocation lui, gravit, gravit toujours récupérant les miettes qui nous étaient dues.

Une autre race moins facile à

récupérant les miettes qui nous étaient dues.

Une autre race, moins facile à repérer pour le novice est celle du flic de métier. Pas d'uniforme particulier pour eluti-ci non plus, mais avec un peu d'habitude on recomaitra vite son air caractéristique de limier à l'affût. Et si un jour, l'air bonasse, un personnage en blouse blanche, vous fait remarquer gentiment, alors que vous discutez le coup sur la porte, qu'il est 2 heures... ne vous y fiez surtout pas, c'est le «flic ». C'est le même qu'on rencontre dar les couloirs, aux portes des vestiaires et des lavabos; c'est lui aussi, qui, jetant son regard «distrait » à droite et à gauche note dans ses tablettes les services en effervescence et ceux qui, de son point de vue ne remuent pas assez.

Celui-ci ne fait rien pour la

Celui-ci ne fait rien pour la gloire, c'est son travail, il est payé pour cela au même titre que nous sommes payés nous, pour taper des lettres et des notes de service, pour faire des analyses ou pour effectuer telle fabrication.

effectuer telle fabrication.

Il ne vaut pas plus cher que l'autre ct entre eux il n'y a qu'une question de nuance. Car, même pour gagner sa vie on n'accepte pas n'importe quoi : les bourreaux dans les prisons n'exécutent-ils pas parce que c'est leur métier?

Alors vis-à-vis de nos « flics » soyons aussi méprisants qu'ils le méritent.

(Extrait du Nº 74 de la V. O. - UCLAF.)

RETOUR AU

A LA C.A.F.

LES ENQUETARDS

LES ENQUETARDS

Nous avons déjà dit dans notre dernier numéro ce que nous pensons du départ anticipé de 1/4 d'heure. L'obtenir : tant mieux, c'est autant de gagné, mais il ne résoud pas du tout, pas même partiellement, le problème de la longueur de la journée de travail. De plus, ne réclamer le 1/4 d'heure que pour les femmes, comme il en était question c'était nous diviser sur un problème qui nous concerne tous, et que nous ne résoudrons que tous ensemble, hommes et femmes.

Mais la C.G.T., quand elle a une proie, n'en démord décidément pas. Tout dernièrement, elle a fait circuler dans certains services des feuilles d'enquête.

Les questions de cette feuille concernaient les moyens de loco motion que nous utilisons pour venir et le temps de transport. Cette enquête nous semble pour le moins bizarre. Si la C.G.T. reut se convaincre que notre journée passée au travail et au transport est trop longue, il s'agit là d'un effort louable de za part, mais nous en sommes convaincus d'espèrer ou la C.G.T. Taison d'espèrer ou la C.G.T. raison d'espèrer ou la L.G.T.

mais hous en sommes convaincus depuis longtemps et sans enquéte.

Toutefois, nous avons toute
raison d'espèrer que la C.G.T.
n'a pas besoin d'attendre le résultat de l'enquête pour connaitre nos conditions de vie.

Alors, nous posons la question,
pourquoi ces questionnaires?

D'ici qu'on réclame une réduction d'horaire en fonction du trajet! 2 minutes par kilomètre,
par exemple. En cherchant consciensieusement, la C.G.T. finira
bien par trouver une revendication personnelle à chacun. Et
alors, allons-y pour le « tous ensemble et chacun pour soi!

(Extrait du n° 79 de la V.O.

CA.F.).

Alix CHANTIERS DE L'ALLANTOUE.

AUX CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

INCONSCIENTS OU AFFAMES?

La direction fait faire des heures supplémentaires au tracage 1/10c. La majorité des traceurs s'empressent de se noyer dans cette mare providentielle qui permettra de mettre du beurre dans les épinards sans penser aux copains qui jouent de la masse à bord et dans les ateliers, aux jeunes auxquels on avait promis une

« promotion sociale ». Le 1/10e faisant des heures, l'usinage devra en faire, puis la pré-pré, puis la pré, puis la pré, puis les bords. Et a-t-on jamais vu un bateau sans moteur? Alors la mécanique s'y mettra, l'es chaudières aussi, tout le chantier enfin.

enfin.

Les salaires des traceurs sont insuffisants comme ceux des autres compagnons mais certains feraient bien de se souvenir qu'il n'y a pas si longtemps la direction privait complétement de salaire un grand nombre d'entre nous.

nous. Alors un peu de décence S.V.P.

été informés par le syndicat, qui comme d'habitude observe la loi comme d'h du silence.

Chez nous, par contre, des heu-res supplémentaires sont effec-tuées le dimanche aux rotos, ainsi que dans les services préparatoi-res de l'hélio.

res de l'hélio.

Si le syndicat se garde bien de nous informer sur les luttes que mènent nos camarades de chez Lang, c'est bien parce qu'il ne veut pas organiser la lutte chez Desfossés.

Pourtant ce sont nos camarades de chez Lang qui ont raison. La

40 HEURES

A LA R.N.U.R.

UN PEU COMBLE !

UN PEU COMBLE!

Il y a quelques mois, une note informat la Machine Outil que le privilège de Jaire des heures supplémentaires ne serait accordé que sur demande.

Le comble, c'est que certains en aient fait la demande. Mais le comble du comble, c'est que certains enient fait la demande. Mais le comble du comble, c'est que certains aient fait la des heures sans faire de demande, et en conséquence, sans reinuneration.

Voila qui fera réflechir ceux qui n'osent pas refuser à un chef de rester après l'horaire pour finir un travail urgent.

Les cadres eux, sont au torfait. Les cadres eux, sont au torfait. Les cadres eux, sont au torfait pas le rendre de service.

Car enfin, c'est en 40 heures au plus, en 1965, que la production d'une usine moderne, d'une Régie en 1965, que la production d'une usine moderne, d'une Régie nos « organisateurs » sont incapables de cela, qu'ils viennent donc à notre place exercer leur capacité pour 100 F par par mois!

de la V.O. R.N.U.R. Bureaux

CHEZ DESFOSSES

LA CONSPIRATION DU SILENCE!

Chez Lang nos camarades des machines hélio ont fait grève pour une augmentation de 30 cen-times de l'heure et contre les cadences. Nous n'avons même pas

pratique des heures supplémentaires ne profite qu'au patron pour qui elles sont une source de profits supplémentaires est une soupape de sûreté qui lui permet d'étouffer notre mécontentement.

(Extrait du r 11 de la V.O. Desfossés.)

Voix Ouvrière » et les bulletins s d'entreprise por-même titre n'ont tant le comme ressources que je pro-duit de la vente et les sou-tiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ou-vrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connt front « Voix

Ouvrière ».
Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

NS.

nient de le faire, il nous fau-rait aller trouver les délégués et tiger de voir ladite liste soi-isant complète. On n'en est pas vcore au règne de l'embauche à l'été de pipe.

HEZ LIP

FARDE A VOUS!

FARDE A VOUS!

En vertu de la note au personel du 15 courant, il est accordé
n temps de 2 minutes avant la
prite, afin de procéder au ranament et au nettoyage. Le cenredi, jour béni, ce temps est
orté généreusement à 8 mn :
e quoi pouvoir taper la belote.
D'autre part notre inetfable
surveillant général » nous rapelle par note de service qu'il est
iterdit — article 20 du règlement
itérieur — de circuler dans un
cal autre que celui où nous traillons. Interdiction valable aussi
undant la pause.

Oserons-nous aller aux w.c. où,

Oserons nous aller aux w.c. où part le personnel de nettoyage srsonne n'est appelé pour le ser-ce ? Est-ce prévu dans le règle-ent?

ent?

Le patron entend que, la disciine faisant la force principale
se armées de travailler: s, l'orre règne dans son usine. Tout
1 moins, pour ce qui est de la
ise au pas du personnel, car pour
1 qui concerne la production et
organisation du travail...

Accenterons pour se d'internatione.

Accepterons-nous d'être traités mme de jeunes recrues dans

l'armée ? Que la direction en mal d'autorité prenne garde. Même dans l'armée, les mutineries, ça existe...

CHEZ PEUGEOT

QU'IL CREVE !

QU'IL CREVE!
L'autre semaine, en jonderie, un gars tombe malade. Grippe carabinée. 40 de jiècre. Mais l'infirmière se rejuse à appeler l'ambulance pour transporter notre camara de chez lui. Le règlement stipule, parai-li, qua seuls les accidentés du travail bénéficient de cette prérogative. Si nous sommes malades, le patron n'est pas tenu de nous conduire chez nous par ambulance-maison. A nous de nous débrouiller! Et encore!

débrouiller! Et encore!

Un camarade étant allé chercher sa voiture particulière pour transporter le gars grippé, s'est vu refuser par les gardiens le droit d'entrer dans l'usine avec son vehicule. Au malade de se déplacer et de rejoindre la voiture à l'estéreur, même s'il ne tient pas sur ses jambes et si le froid peut agraver le cas. Il a jalu finalement l'intervention de la maitrise pour que la voiture puisse pénètrer dans la boîte.

Peugeot a beau jouer les pa-

aans la boile.

Peugeot a beau jouer les patrons « sociaux » avec les « avantages-maison », les « hauts salaires » et autres carottes et miroirs à alouettes destinés à nous faire produire plus, c'est en bêtes de somme que l'on nous traite, dans la réalile.

TRAVAII

EFENDRE A QUALIFICATION

A QUALIFICATION

Notre usine emploie beaucoup
jeunes. Et de toutes les maères possibles, elle essaie de
s exploiter plus encore que les
ttres travailleurs en profitant de
proximité du service militaire
nur les uns, de l'inexpérience
lez les autres.
Ainsi certains jeunes qui viennt d'obtenir leur C.A.P. sont utités à des travaux d'O.S., à la sé2. Bien entendu avec une paye
O.S.

Comme le travail est toujours

Comme le travail est toujours même, des jeunes ouvriers se

laissent prendre parce qu'au dé-but, ils tiennent mieux les temps. Malheureusement, ils perdent vi-te leur qualification et si de re-tour du service, ils acceptent de garder la place, ils demeurent O.S. sans possibilité de reconver-sion. C'est à chacun de se défendre, mais si la Direction se permet

mais si la Direction se permet cette manœuvre, c'est parce qu'elle paye suivant le poste et non sui-vant les possibilités de chacun. Exigeons tous, avec les jeunes, le respect de leur classification. Un jeune avec C.A.P. doit être payé comme P1.

(Extrait du nº 5 de la V.O. Olier.)

"Organisation" de notre exploitation

IEZ J.-J. CARNAUD

ANS LA GALERE APITALISTE

ANS LA GALERE
APITALISTE

Le 5 mars dernier (réunion du E.), il y avait déjà, paraît-il, un tard de 150 000 cartouches au antier Camping Gas, retard qui rait dû à « des questions de mi-au point et d'incidents mécanies ». Le résultat pour nous, est qu'on nous demande au vins 5 heures de plus par semai-, et que bon nombre de nos marades de l'entretien fournis- at un travail supplémentaire is sur leur temps de repos et de mmeil. On en voit même qui stent à l'usine jusqu'à 9 heu- 3 du soir.

La raison, c'est l'installation me nouvelle chaîne plus moder-, que la direction voudrait voir vetionner avant même qu'elle it complètement mise au point, qui, évidemment, entraîne des idents mécaniques, comme elle à cel point que même les inicieurs et les techniciens ne sait plus à quel saint se vouer. Fur, leur boulot, c'est la technue, mais le directeur, lui, dans nmédiat, c'est les boites avant d, comme il l'a dit lui-même, aduire, produire! Les commansont urgentes et lorsque ses pits sont en jeu, le patron ne fine pas : en « haut », il utili-le chantage et les pressions et les sortes et pour nous, c'est critel moyen, de confrainte in peu d'argent en plus, cet ari qui manque tellement.

Les par la que les patrons nous, l'est critel moyen, de confrainte in peu d'argent en plus, cet ari qui manque tellement.

L'est par la que les patrons hen invitie, cette force de travail, mais en insiste c'est la vier. Leur seule loi, c'est le promais c'est nous qui sommes

la source de ce projit. Si nous prenons conscience de la puissan-ce que nous représentons colle-tivement, alors la situation peut se renverser. (Esturit du ce al

(Extrait du nº 21 de la V.O. Carnaud-Basse-Indre)

CHEZ MICHELIN

REORGANISATION PATRONALE

Les transformations des postes de travail se déroulent suivant un cérémonial bien établi. Hier à BL, à RC, etc... aujourd'hui à D... les méthodes employées sont les mê-mes

mes.

Sous prétexte d'une réorganisation ou d'une modification technique le travail de chaque poste est augmenté soit en intensité soit en qualification. Pour éviter les pro-testations, la Direction accorde alors de 2 à 4 centimes d'augmen-tation aux ouvriers qui restent né-cessaires.

Pour les autres, c'est la muta-tion avec ses aléas, souvent le dé-classement.

La Direction profite double-ment, d'abord pour des augmen-tations insignifiantes, elle bénéficie d'une production bien supérieure, ensuite elle crée une division en-tre les ouvriers qui restent et ceux qui sont mutés.

Bien souvent, ceux-ci sont con-traints de se défendre seuls tan-dis que les autres acceptent des cadences toujours plus dures par peur d'être remplacés ou pour quelques centimes.

A ces attaques, une seule réponse, la solidarité ouvrière. N'oublions pas que la réussite ou l'échec d'une réorganisation dépend de nous.

(Extrait du nº 116 de la V.O. Michelin.)

UNE VERITABLE

REPRESENTATION

A LA SNCF

APRES LES ELECTIONS...

APRES LES ELECTIONS...

Il y a quinze jours, nous avons elu nos deliegués et les résultats, dont nous avons eu connaissance cette semaine, sont assez semblables à ceux de 63 en pourcentage. Si, dans le nombre de délégués, on constate une augmentation de sièges C.G.T. à cause de la répartition qui s'est faite entre C.F. T.D. et C.F.T.C., chacune des centrales peut tirer la couverture à elle et chanter victoire (nous connaissons assez leur habileté à faire parler les chiffres), mais quant à nous, ce qui nous importe, c'est que ce soient des délégués du personnel qui sachent non seulement discuter mais aussi nous représenter et nous organiser.

C'est au pied du mur que l'on

représenter et nous organiser.

C'est au pied du mur que l'on juge le maçon dit le proverbe, c'est à la tâche qu'ils se sont engagés à faire que nous pourront juger les nouveaux élus, ce n'est pas un chèque en blanc que nous leur avons signé. Ils seront ce que nous exigerons qu'ils soient, car les hommes nouveaux élus ou récidivistes nous les connaissons et, sauf de rares exceptions, nous savons qu'ils sont fort capables d'honorer leur mandat en n'apparaissant jamais devant les ouvriers autrement qu'armés de feuilles de pétition.

C'est nous qui devons les obli-ger à être des représentants et, s'ils ne font rien, n'oublions pas que c'est souvent de notre faute.

CHEZ DESFOSSES

DES REPRESENTANTS **OUVRIERS**

Les élections de délégués ont

lieu à la fin du mois. Encore une fois, nous dénonçons la loi Croizat qui permet aux seules organisations syndicales reconnues de présenter des candidats qui, évidemment, sont les otages des Ditique. Nous voulons un retour à la démocratisation de la représentativité telle qu'elle existait en 1936 après la conquête par les travailleurs en lutte, du droit d'avoir des représentants étus. A ce moment-là, chaque travailleur estimé de ses camarades pouvait être délégué, même s'il n'était pas syndiqué. Les délégués étaient, avant tout, les représentants écleurs camarades de travail, ensuite de leur syndicat, s'ils étaient syndiqués.

dires de nos dirigeants syndicaux, nous ne le sommes pas, et cela à la plus grande satisfaction de nos patrons.

CHEZ GENEVE

DE LA POUDRE AUX YEUX Depuis quelques temps, de nom-breux «avantages» nous sont ac-cordés par le patron par l'inter-médiaire de son syndicat «indé-pendant».

médiaire de son syndical « inae-pendant ». Les peintres ont obtenu des bleus (« victoire » qui nous met ainsi au niveau des autres entre-prises!) La prime a été augmen-tée de 2 %, mais avec des condi-tions si draconniennes que seuls ceux qui plaisent à la Direction

...OUVRIERE

La loi Croizat a transformé ces élections en une parodie qui consiste le plus souvent à entériner un choix fait à l'avance, sans consultation du personnel.

En attendant l'abrogation de cette iniquité, nous devons faire en sorte d'imposer ceux que nous considérons vraiment comme nos porte-parole, et exiger de chaque délégué qu'il joue son rôle de responsable devant nous et d'organisateur, à savoir l'organisation de réunions dans lequelles nous pourrons débattre tous nos problèmes, élaborer nos revendications, envisager les moyens de lutte. C'est cela, être organisé. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que jusqu'à présent, malgré les

pourront en profiter. Enfin, der-nier et suprème avantage, nous pourrons acheter des voitures Simca avec les mêmes réductions que les travailleurs de Simca.

que les truvalleurs de Simca.
Gageons que les indépendants,
qui sont si bien avec le patron,
sauront nous faire obtenir des
payes qui nous permettront d'acheter des Simca 1500 et, par la
même occasion, de nous loger convenablement.

Mais trève de plaisanterie, ces broutilles que nous accorde la direction dans le but de revalori-ser à nos yeux la C.F.T. ne sont que de la poudre aux yeux. Pour les revendications sérieu-ses, ne comptons que sur nous-mêmes.

salaires

AUX BUREAUX DE LA R.N.U.R.

DEPRECIER NOTRE TRAVAIL **POUR LE PAYER** MOINS CHER

MOINS CHER

La situation des sténodactylos, ne fait qu'empirer et, ceci,
depuis la nouvelle organisation et
la soi-disant revalorisation de la
profession.

En effet, non seulement les
salaires des différentes catégories sont scandaleusement bas
(hase 40 heure : coefficient 140,
450 à 500 F par mois et coefficient 150, 550 F environ). Mais de
plus, toutes les nouvelles recrues
se heurtent à un examen de passage extrêmement rigoureux

plus, toutes les nouvelles recrues se heurtent à un examen de passage extrémement rigoureux (l'examen pour le coefficient 150 est maintenant presque deux fois plus long, donc plus difficile que qu'il était autrefois pour le coefficient 1700.

Qui plus est, des barrages de toutes sortes empêchent la promotion : par exemple, on doit avoir fait ses preuves pendant un laps de temps minimum dans sa catégorie avant de passer à l'échelon supérieur. Il faut, de plus, la bénédiction de son chef pour pouvoir l'obtenir.

La revalorisation toute fictive du « 170 » n'a été qu'un barrage à la montée des salaires et les difficultés du « 150 » ne servent en réalité qu'à donner une auréole (bien pâle il est vrai) à ce qu'à toujours été le « 170 », le coeficient 165 apparaissant alors comme le paradis terrestre...

Salaires bas, difficultés accrues de l'examen de sténo pour finalement obtenir quoi ? Un poste ou la dactylographie entre à 75 % au moins, ce qui déprécie leur qualification.

de la V.O. R.N.U.R. Bureaux)

A LA SAVIEM

IL EST ENCORE TEMPS

Sans aucune action de notre part, allant au-delà de la délé-gation à la Direction, celle-ci vient de nous accorder une augmenta-tion de 2 %. Qu'avons-nous fait pour avoir plus, pour obtenir ce qui pourrait nous permettre de boucler notre budget? Rien. Nous n'avons pas plus bougé pour im-

poser les accords proposés par les syndicats. La Direction serait-elle devenue sociale?

elle devenue sociale?

Sûrement pas! Tout simplement, elle a besoin de nous, de notre production avant de liquider la Saviem à St-Ouen, et dans ces conditions elle lâche 2 % par-ci, un accord par-là, pensant que nous nous tiendrons bien sages en attendant le coup de pied aux fesses qui nous mettra sur le pavé sans rien dans le porte-monnaie. A nous de la détromper. Elle a besoin de nous: qu'elle paye et le plus cher possible.

Comme pour l'instant nos diri-

le plus cher possible.

Comme pour l'instant nos dirigeants syndicaux n'envisagent que des délégations pour appuyer les cahiers de revendications, nous risquons fort de n'avoir pendant longtemps que ces 2 % à nous mettre sous la dent, si nous ne prenons pas le taureau par les cornes ou plutôt la Saviem par le portefeuille.

le portefeuille.

De plus, notre avenir est incertain: qui partira, quand? Nous n'en savons rien. Aussi, avant que toutes nos possibilités ne soient épuisées, par la dispersion des ateliers, il faut entrer en action sérieusement, afin de garantir notre condition matérielle imédiate (les salaires: 1 F de l'heure ou 200 F par mois en plus sont indispensables) et notre avenir (reclassement par la Savien, conséquentes si le reclassement un indemnités de licenciement ne nous convient pas).

L'action est urgente mais l'enjeu

L'action est urgente mais l'enjeu la justifie.

CHEZ BERLIET

LA MAITRISE ET NOUS

La grève de la maîtrise a fait un peu parler d'elle : plusieurs débrayages échelonnés, a partici-pation variable, suivant une tac-tique et un rythme bien connus, mais puisqu'il s'agissait de la mai-trise, c'etait un peu inhabituel. La chose est relattement rare en efjet, et montre bien que le mécontentement est général à tous les salaries, quelle que soit leur position dans l'échelle de l'ez-ploitation. Que les agents de maîtrise ré-

Que les agents de maîtrise ré-clament un réel salaire mensuel, nous ne pouvons quant à nous que comprendre cela fort bien. Nous le pouvons d'autant mieux

qu'avec nos paies, il nous est su-rement encore plus difficile de faire face aux catastrophes finan-cières que représentent la mala-die ou une réduction de l'horai-

Non seulement ce problème nous touche tous, mais les autres aussi en fin de còmpte, car ils se ra mènent tous à l'insuffisance des salaires et à l'insécurité du temps et des conditions de travail.

et des conditions de travail.

Que la maîtrise ait montré une
certaine combativité, c'est un
bon signe Mais maintenant
qu'elle a obtenu un accord de
principe de la part de la direction, plus des promesses, l'auronsnous à nos côtés lorsque nous
nous mettrons, nous, en lutte?

Car le problème général demeu-re et sa solution ne sera jamais dans des actions catégorielles, aussi « élenée » que soit la caté-gorie concernée. Faire se battre les agents de maitrise en solistes, ce n'est sivement pas mettre tou-tes les chances de notre côté.

(Extrait du nº 79 de la V.O. Berliet).

CHEZ RENAULT

LES ECREVISSES

LES ECREVISSES

Un bruit court selon lequel ceux ou celles qui bénéficient de points de langue se les verraient supprimer. Seuls scraient maintenus les points de ceux qui utilisent effectivement leur connaissance d'une langue dans le travail courant. Ainsi il ne suffit pa d'avoir une qualification pour en toucher le salaire, il faut encore que le patron emploie effectivement cette qualification. On dit aussi que l'on déclommagera ceux qui perdront leurs points de langues en rajustant leur salaire. Il n'en reste pasmoins qu'il s'agit là d'un déclassement. Et c'est la politique générale de la Régie, qui rejoint celle des études de postes. On paye pour le travail effectivement fourni. Et cla rend. Jotre qualification, nos connaissances et notre salaire, tributaires des besoins de la direction, et à la merci des fluctuations de sa production.

C'est un retour aux formes classiques dis exteuteit d'il va un siè-

C'est un retour aux formes classiques du salariat d'il y a un siècle. Pour s'y opposer :

Salaire mensuel garanti.

(Extrait du N° 192 de la V.O. - RNUR Bureaux.)

PII.ORI

AU DEPARTEMENT 37 DE LA R.N.U.R.

PUDEUR

Il nous a été donné de voir affi-chées à la pendule deux vues sur cartes postales d'un palace situé en Espagne ou nous sommes con-viés à passer nos vacances par le canal de Loicirs et Culture pen-dant un mois pour une somme dé-passant tout juste 500 francs. L'Espagne pay de Cocagne?

L'Espagne pay. de Cocagne?
Quelle exploitation éhontée cela
représente pour la population
croupissante de cet Etat, dernier
vestige du fascisme. On ne peut
reprocher à des ouvriers de Renault d'aller y passer leurs vacances. Qu'ils profitent de leur séjour la-bas pour regarder un peuce qui permet à des ouvriers de
notre pays de descendre dans un
hôtel pour nababs. Cette publicité
CE est en tout cas déplacée.

Mais que le C.E. profite de

CE est en tout cas déplacée.

Mais que le C.E. profite de cette situation pour tenter d'allécher les travailleurs en leur présentant les palaces d'ur pays arriéré il ne manque pas d'audace. Si les palaces espagnois sont à la portée des ouvriers français c'est parce que la misère règne en Espagne. Quant aux palaces français ils sont réservés aux riches de notre pays ou aux ouvriers des pays j'us riches que le nôtre. Pouvons-nous être plus fiers J'aller jouer aux bourgeois pendant un mois dans un pays ou règne la misère?

un mois dans un pays où règne la misère?
Que le C.E. organise des vacances dans les pays étrangers, qu'il s'efforce de donner au plus juste prix un confort convenable, soit. Mais' qu'il tente, en nous faisant passer une frontière, de nous faire croire que pour un mois nous changeons de classe cela marque un manque de dignité absolu.

(Extrait du N° 199 de la V.O. RNUR Dt 37.)

A LA R.N.U.R.

QUELLE ODEUR

QUELLE ODEUR

Le secrétaire au S.J.R. a été licencié à la suite de la campagne menée par ce « syndicat » contre l'équipe dirigeante actuelle de la C.F.D.T. que c'est une affaire obscure. Gras serait, paraît-il, l'imparait-in entre de l'experiment de l'U.N.R. Et peut-être pien, comme dans les romans d'experiment de l'U.N.R. Et peut-être pien, comme dans les romans d'experiment de l'U.N.R. Et peut-être pien, comme dans les romans d'experiment de l'U.N.R. Et peut-être pien, comme dans les romans d'experiment de l'U.N.R. Et peut-être pien, comme dans les romans d'experiment de l'U.N.R. Et peut-être pien, comme dans les romans d'experiment de l'U.N.R. Et peut-être pien, comme d'experiment de la grève du 174 menée par la S.J.R., qui nous révela plus tard lorsque les « diringeants » lavèrent leur linge sale, que cette grève avait été inspirée par Simca.

La récente prose du S.J.R., révèle en tout cas qu'il est tout pré à se vendre à une éventuelle nou velle direction. Aussi, nous n'avon vaiment pas à nous mêler du ragoût préparé dans une aussi nauséabonde cuisine.

Mais l'affaire est plus dangereus qu'elle n'en a l'air. Gras a été licencié en vertu d'un article du règlement intérieur qui pourrait bien faire jurisprudence : « attitué pouvant nuire à la bonne harmonie régnant parmi le personnel ». Cet article peut permettre de virer demain, n'importe qui, vous ou moi.

Gras a peut être diffamé Dreyus, Que Dreylus le cité donc de vont un tribunal régulier l' Mais comment accepter qu'un directeur puisse licencier un travailleur pour avoir exprimé son opinion, aussi puante soit-elle ?

Extrait du n° 45 de la V.O. R.N.U.R.

Extrait du nº 45 de la V.O. R.N.U.R.

LIRE LA « V. O. », C'EST BIEN, LA SOU-TENIR, C'EST MIEUX.

N OUS ne pouvons étant donnt la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :

AERONAUTIQUE : SNECMA Kellermann, — Paris XIIIe. HISPANO-SUIZA. — Bois - Colombes

AUTOMOBILES:
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai

l.

— Ivry (Seine).

. — Paris XIIIe.

2. — Sochaux.

3. — Billancourt, 7 bulletins ndant à différentes sections

RENAULT. — Billancourt, r correspondant à différentes de l'usine. R.N.U.R. — Général. R.N.U.R. — Batiment C. R.N.U.R. — Departement 18. R.N.U.R. — Département 37. R.N.U.R. — Département 37. R.N.U.R. — Département 12. R.N.U.R. — U. 5. SAVIEM. — U. 5. SAVIEM. — Saint-Ouen.

METALLIBGIE

Acidries et Forges de la Loire C.A.P.L.,
Saint-Channond,
J.J. CARNAUD. — Lyon,
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. —
Saint-Nazaire,
Montres LIP. — Besançon,
S.M.P.A. — Saint-Nazaire,
NEYRPIC. — Grenoble,
WESTINGHOUSE. —

ELECTRICITE ELECTRONIQUE: CABLES DE LYON. — Lyon. C.I.T. — Paris 15e. Cie des COMPTEURS de Montrouge

C.S.F. — Levallois (Seine), THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC : RHONE-POULENC. — Vitry (Seine). ROUSSEL - UCLAF. — Romainvill

ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine). Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique). OLIER. — Clermont-Ferrand. MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS : AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord

(Seine).
ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS.
ASSURANCES GENERALES. — Siège

ASSURANCES GENERALDOATIONS
Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS
FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale.
CHEMINOTS. — Chapelle-Triage.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-lesMoulineaut. Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux. CREDIT LYONNAIS. — Siège central

Paris.
HOSPICES CIVILS DE LYON.
P. et T. — RP et Chèques Postaux, Toulouse. QUAIS et DOCKS. - Marseide.

LE MOINDRE EFFORT

A UCLAF

LE MOINDRE EFFORT

Au cours de la dernière réunion du Comité central d'entreprise, M. Roussel a déclaré aux représentants du personel, qu'à son avis tout le monde peut parvenir à des places élevées, même ne partant des classes les plus modestes de la société. Autrement dit si l'O.S. ou la femme de ménage ne sont pas ingénieurs c'est de leur faute.

Bien sûr, M. Roussel qui n'a el uqu'à se donner la peine de ménage ne sont pas ingénieurs c'est de laur faute.

Bien sûr, M. Roussel qui n'a el uqu'à se donner la peine de ménage ne sont pas ingénieurs c'est de natire ne peut comprendre ce que signifile pour un ouvrier que de faire des études et « réussir » dans la vie. Il ne peut comprendre ce que signifile plus de 40 hassées à l'usine avec l'abrutissement quotidien de la journée de travail, ni les conditions de logement souvent lamentables qu'entrainent les salaires trop bas.

Certains exemples montrent qu'il existe parfois des prolétaires qui, grâce à une volonté de fer, et une intelligence peu commune, ont réussi une carrière brillante. Mais nous n'en connaissons pas qui soient devenus directeurs d'une grande société, comme M. Roussel.

Tandis que n'importe quel bourgeois, même s'il est le dernier des crétins, du moment qu'il possède la quantité de millions suffisante, est sûr de « réussir » brillamment dans la vie.

Notre patron affecte de croire que nous méritor bien notre sort, mais il « oublie » un peu vite que c'est lui en réalité qui ne mérite pas le sien.

(Extrait du N° 74 de la V. O. — UCLAF.)

A LA R.N.U.R.

A LA R.N.U.R.

LES BEAUX DIMANCHES

LES BEAUX DIMANCHES

Le C.E. est fier de lui. Des équipes de travailleurs vo.it s'activer bénévolement pour a m é n a s e r « leur » maison de Mennecy. Après la Révolution de 1917, les bolchevicks demandaient des volontaires pour travailler gratuitement les jours de repos. Ils appelaient cela les « dimanches rouges ». M. i. 11 s'agissait pour un peuple qui venait de prendre le pouvoir de rassembler toute son ênergie pour triompher de ses nombreux ennemis intérieurs et extérieurs. C'était une question de vie ou de mort.

Le rôle des syndicais est d'aider les tra ailleurs à parfaire leur éducation pour étre capables d'organiser une nouvelle société. Si encore les syndicais est d'aider les tra est est est en contraire pour construire une maison du peuple où ils puissent ensuite venir travailler à l'édification d'une société nouvelle on aurait compris. Mais demander à des travailleurs de venir gratuitement donner quelques heures de leurs loisirs pour permettre aux dirigeants du C.E. de vanter « leurs » réalisations sociales, il y a de l'abus. Et au profit de qui s'il vous plait, Messieurs du C.E.? Quelques travailleurs auront un peu plus de confort pour passer leurs week-end'? Et que demain la Direction fasse à Mennecy ce qu'elle a fait au stade Marcel-Bec et vous aurez fait gratter des ouvriers pour le bénéfice du patron. Car ne l'oublions pas, le CE est peut-être élu par le personnel mais son j. ésident c'est le patron.

RESISTER

CHEZ WESTINGHOUSE

TRISTE BILAN

Le délégué du personnel Zara-tin, qui était depuis plusieurs mois victime des persécutions de la di-rection, vient d'être licencié. Rappelons tout d'abord les faits : l'année dernière ce délégué avait loupé une série de pièces. A qui d'entre nous, cela n'est-il pas ar-rivé?

rivé?

Et, bien qu'il n'ait pas été seul en Et, nien qu'il n'ait pas ete seul en cause, il reçuit alors un avertissement. Par la suite, la direction essaya de faire passer pour vol de pièces, ce qui n'était en réalité qu'un arrangement entre ouvriers.

Zaratin eut droit à un nouvel

sauver : ce n'est que plusieurs jours après que la direction ait décidé de le déclasse: qu'elle nous a appelé (au 660 seulement) à un débrayage d'un quart d'heure, puis à un autre débrayage, dans un autre coin de l'usine, tonjours d'un quart d'heure. Enfin, par la suite, ac.G.T. s'est contentée de dérendre au C.E. le cas du délégué, sans jamais faire appel à nous. Il est bien évident qu'en face d'une direction résclue à sévir, ce sont là des moyens dérisoires. Cétait out de suite et tous ensemble que la C.G.T. aurait dû nous appeler à la grève et non pour un quart d'heure, mais jusqu'au reclassement du délégué.

[Extrait du Nº 4 de la

(Extrait du N° 4 de la V. O. - Westinghouse.)

A LA REPRESSION PATRONALE

Enfin, il y a quelques semaines, ce delégué endommagea une meule et bien que l'on m'ait jamais réussi à prouver qu'il était fautif (la meule tait paraît-il en mauvais état) il eut alors un nouvel averissement. Comme cela faisait rorissement. Comme cela faisait rorissement. Comme cela faisait rorisalors le renvoi.

Mais devant les débrayages qui curent lieu à ce moment, elle hésita et remplaça le licenciement par un déclassement de P2 à P1.

Le délégué refusa ce déclassement et attaqua la direction en Prud'hommes. Le jugement qui fut rendu alors, au bout d'un mois, rappelle les « jugements de Dieu » du Moyen Age : Zaratin devait passer un essai de P2. S'il réussissait, montrant ainsi qu'il était un « bon » ouvrier, il resterait dans l'usine comme P2, et s'il échouait, prouvant alors qu'il ne savait pas travailler, il serait licencié.

L'essai eut lieu ces jours-ci, le camarade a bien entendu échoué, et il a dû quitter l'usine.

La direction vient là de remporter une victoire incontestable non seulement sur ce délegué, mais aussi sur nous tous, car si elle peut distribuer des avertissements elon sa fantaisie et licencier cun délégué, à plus forte raison elle peut distribuer des avertissements selon sa fantaisie et licencier celui qu'elle veut parmi nous.

Pourtant îl faut dire que le propre syndicat de Zaratin, la C.G.T., n'a pas fait grand chose pour le

CHEZ ANTAR

A NOTRE TOUR DE PRENDRE L'OFFENSIVE

Après une « enquête contradic-toire » l'inspection du Travail du Havre a autorisé le licenciement de quatre délégués sur huit de la raffinerie de Notre-Dame de Gra-

vanchon. Cette affaire a montré la vérita-bet nature des inspecteurs du Tra-vail. Fonctionnaires d'un Etat bourgeois, il n'agissent que pour faire respecter son ordre, c'est-dire un ordre uniquement favora-ble aux patrons. Priver quatre travailleurs de leur gagne-pain, ne condamner au chômage que quatre innocents sur huit, cela doit leur sembler le comble de la juste mesure et de l'impartialité. Quant à nous, si la grène que

comote de la juste mesure et de l'impartialité.
Quant à nous, si la grève que nous avons faite et les tétégrammes envoyés étaient des gestes de solidarité nécessaire, il était prévisible que cela ne jerait plier en in la direction de la Mobil Oil.
Car lorsque nous laissons les patrons prendre l'offensive, nous en sommes réduits à lutter non pour vaincre, mais pour limiter les dégâts. Mais it ne tient qu'a nous que cela change.

Estrait du n° 32

de la V.O. Antar

Unis par l'exploitation

CHEZ DESFOSSES

PAR-DELA LES FRONTIERES

Beaucoup de maneuvres portugais et africains travaillent chez Desfossés. S'ils sont venus en France, c'est pour y travailler. Et du même coup tenter d'échapper aux conditions de vie moyennageuses (maintenues par l'impérialisme) qui sont les leurs, dans leurs pays respectifs.

Four nous diviser, la Direction n'hésite pas à accorder à nos camarades étrangers, le « privilège » guère enviable d'effectuer des heures supplémentaires, pratique qui ne résoud en rien le problè-

me de nos salaires insuffisants. Ou encore elle les fait travailler à des postes mieux rémunérés que

à des postes mieux remandad d'autres.
En nous défendant en commun, en revendiquant la même paye pour tous quel que soit le poste occupé, nous déjouerons les manœuvres de la Direction, qui n'hésite pas pour arriver à ses fins, à nous dresser les uns contre les cutres.

autres.
Seuls les prolétaires n'ont pas de patrie, c'est pour cela qu'à travers les frontières et les préjugés, ils peuvent défendre contre le capitalisme international la dignité de l'homme.

(Extrait du nº 110 de la V.O. Desfossés.)

VU DE NOTRE FENÊTRE...

PAS DE PERDANT

Dès le lendemain du premier tour des élections municipales on pouvait lire dans la presse les commentaires suivants

Pour M. Baumel, de l'U.N.R., les Pour M. Baumel, de l'U.N.R., les élections font apparaître « un maintien des équipes sortantes... Le pays n'a pas voulu de changement ».

Le P.C., par la voix de Waldeck Rochet, déclare : « Le Parti communiste consolide, dans l'ensemble sos positions et enregistre de nombreux gains. »

Pour le P.S.U. il apparaît que « la

Pour le P.S.U. il apparaît que « la régime vient d'essuyer une incontestable défaite ». Enfin M. Lacanuet considère que « les élections municipales marquent un net progrès du courant centriste ». Réjouissez-vous donc mal logés, automobilistes, parents d'élèves. Tous les maux dont vous souffrez disparaîtront bientôt, car quel que soient les partis pour lesquels vous avez voté, ils triomphent.

Il n'y a donc plus qu'à attendre ! A moins que le seul perdant soit l'électeur !

ECHO GENERAL INQUALIFIABLE !

INQUALIFIABLE!

Dans le cadre d'une action des inscrits maritimes, le personnel du bac de Mindin (Saint-Nazaire) a fait grève le 10 mars. Les ouvriers nazairiens domicillés au sud de la Loire se trouvèrent privés de transport. Une dizaine de mécontents, irresponsables, crurent bon de protester auprès du préfet gaulliste avec l'aide de la municipalité cléricale de Saint-Brévin.

Les mécontents ne réclamaient rien moins que la réquisition des marins de commerce ou leur remplacement par la Marine nationale; opérations que les pouvoirs publics n'ont jamais tentées à ce jour. Il est pour le moins révoltant de constater que des travail-leurs puissent envisager de faire briser une grève uniquement pour ne pas subir quelques petits inconvénients.

Mais lorsque l'on saura que l'un de ces pauvres types est un ancièn se-crétaire C.G.C., on comprendra jus-qu'où s'abaissent nos modernes syndi-

UN CAPITALISME **PREVOYANT** MAIS POUR QUI?

Depuis le début de l'année nous avons pu remarquer qu'un nombre assez important d'usines sont la proie des flammes. Il y aurait peut-être beau-coup à dire sur les circonstances des incendies, mais là n'est pas notre

incendies, mais là n'est pas notre propos.

Ce qui pour nous prend un intérêt certain ce sont les milliers de chomeurs que ces incendies provoquent. Alors que les compagnies d'assurances s'inquiètent et envisagent d'augmenter le montant de leur prime, pourquoi notre gouvernement (si social) et nos centrales syndicales n'exigent-ils pas que les salaires de ces ouvriers jetés à la rue soient eux aussi assurés ?

Nos exploiteurs assurent les bâti-Nos exploiteurs assurent les batt-ments, les machines, les matières pre-mières mais « oublient » d'assurer notre gagne pain, ce qui prouve, una fois de plus que, pour les capitalistes, les travailleurs et leur famille ne sont que de la chair à produire.

L'EXPLOIT

Vous avez vu les Russes et leur Voskhod II. Formidable, n'est-ce pas ? Comme exploit sportif et scientifique, cela mérite un coup de chapeau. Mais cela nous montre aussi notre indigence sur l'ensemble des problèmes gence sur l'ensemble des problèmes qui nous touchent de plus près. Grâce à la science, un homme a pu marcher au-dessus des nuages, à 28.000 km/h. Mais cependant, deux milliards d'hommes sur terre ne mangent pas à leur faim. Et dans les pays les plus civilisés, des millions d'hommes, chaque jour, mettent plus de temps pour se rendre à leur travail que notre cosmonaute à faire le tour de la terre. Il y a là un anachronisme. Non pas que l'on doive s'occuper davan-

BOLCHEVISME ET STALINISME MAN QUANG

à propos de l'interdiction des fractions à l'Union des Etudiants Communistes

E Parti Communiste a coupé court au mouvement des intellectuels et brise l'Opposition étudiante en reprenant les rênes de l'U.E.C. Bien que représentant 30 % des mandats, les diverses tendances opposition nelles ne sont absolument pas représentées dans le nouveau comité national qui ne comprand que des fidèles du Parti.

Pour arriver à ce résultat, aucun effort n'a été épargné. Des pressions matérielles ont eu lieu, avant et pendant le congrès, tandis que le P.C. fabriquait un arsenal idéologique et bombardait les congressistes de citations de fractionisme. Ainsi, c'est au textes de Lénine condamnant le nom du boichevisma, du centralisme démocratique, que fut menée la lutte contre l'opposition des étudiants communistes.

L'escroquerie ne vaudrait pas la peine d'être relevée si elle n'abusait certains qui voient une contradiction entre le droit de tendance, l'entière liberté de discussion nécessaire au parti et la plus stricte discipline, scul gage du Parti Bolchevique décalquee sur celle du P.C.F., telle est le but de la falsification stalinien, exerce tout son cortège d'ignorance. Car la vérité fut tout au-

SAINT-NAZAIRE

(Suite de la page 2)

(Suite de la page 2)

fensives, défensives, partielles, totales, limitées, ilimitées, de solidarité, de 24 heures, manifestations de nuit, occupations hors cloche, etc., etc.

En 1937, les salaires des métallos nazairiens étaient les plus élevés de France. La différence entre l'usine Renault et le Chantier de Penhoté était l'équivalence du boni local.

En 1965, le salaire nazairien est de 30 % inférieur au salaire moyen réel de la région parisienne.

Les cadences infernales q u i étaient la caractéristique des usitaient la caractéristique des usines de travail en série sont le synonyme du rythme de saturation de l'effort instauré depuis la disparition des fiches de travail. La productivité monte en fleche et le pourcentage de boni n'est qu'un élément figé de détermination d'un salaire total nettement insuffisant.

La discipline s'est renforcée, plus spécialement depuis la fusion des entreprises. Il ne fait aucun doute que la direction générale et les agents du C.N.P.F. mis en place par le ministre gaulliste à la direction locale, aspirent à détourner la colère qui gronde (et éclatera) contre les intermédiaires. Les anciennes, et bonnes, relations entre ouvriers, maîtrise et cadres sont altérées et il est incontestable qu'un trop grand nombre d'agents de maîtrise et cadres sont altérées et d'un fériule d'ingénieurs « civils » ou maison, désignés pour tromper la vigilance des travailleurs.

Est-ce à dire que rien ne va plus ? Tout au contraire. Les ouvriers croient aux 20,000 francs de rallonge mensuels, aux 40 heures hebdomadaires et moins, à la retraite décente anticipée, aux 5 semaines de congé, et ils savent bien comment ils les obtiendront!

Joël LEGUERN |

tre et le parti revolutionimire vibra d'une intense vie idéologique,
de la coexistence et du choc multiple des idées, jusqu'à ce que
Staline, fondé de pouvoir de la
bureaucratie, y mette un terme
en installant une dictature féroce, en exterminant la vieille garde
bolchevique. Maniant et remaniant
l'histoire autant de fois qu'il le
fallait il laissa l'image d'un Parti
Bolchevique monolithique, où L'e
nine régnait en maître, assisté de
Staline bien entendu. C'est cette
image du Parti russe que les successeurs de Staline continuent de
projeter partout.

Dans le parti bolchevique, les
fractions ont été interdites au Xcongrès, en mars 1921. Jusqu'à
cette date les fractions étaient
admises. Ni la lutte sans merci
contre le tzarisme et l'Okrana, ni
les dures années de répressions
qui suivirent la révolution de 1905,
ni la conquéte du pouvoir en octobre et la terrible guerre civite
qui lui succéda n'empéchèrent
des tendances de se former, des
fractions de s'exprimer. Chaque
lutte, chaque tournant imposé par
les circonstances était l'objet de
vives controverses où les militants donnaient leur point de
vue. C'est par la rectification de
ses erreurs et la discussion de
ses erreurs et la discussion de
tous les points de vue que le
Parti assimilait les expériences et
pouvait aller de l'avant. Les vives
controverses sur la participation
aux élections de la Douma d'Empire, le Parlement tsariste, les divergences sur l'appréciation de la
Révolution de Février et surtout
sur la nature des tâches à accomplir par la suite et où Lénine,
seul au début contre l'immense
majorité de la vieille garde mettait à l'ordre du jour la dictature
du prolétariat, l'attitude de Zinoviev et de Kamenev avant octobre, le grand débat qui secous
le parti sur la question de la
paix avec l'Allemagne à BrestLitovsk et qui faillit amener la
scission... ne sont que des exemples, car retracer la lutte des
tendances, ce serait en fait écrire
l'histoire même du bolchevis-

ples, car retracer in nute des pendances, ce serait en fait écrire l'histoire même du bolchevisme (*).

Mais si l'entière liberté de discussion existait, elle s'alliait avec la plus grande fermeté dans l'application des décisions prises. Et c'est justement en cela que consiste le principe du centralisme démocratique, que Boukharine a ainsi défini : a Les décisions des organismes dirigeants doivent être appliquées rapidement et exactement. En même temps, la discussion dans le parti sur toutes les questions controversées de la vie du parti est entièrement libre, jusqu'à ce qu'une décision soit prise »

Ainsi l'interdiction des fractions n'était pas inhérente au bolchevisme et si le X congrès après de nombreuses hésitations finit par admettre cette mesure, c'est que la situation du pays en 1921 etait dramatique. La vieille garde est usée et décimée, des dizsines de militers parmi les melleurs des militants sont morts. La classe ouvrière, ardente et combative depuis 1917 se détourne de la révolution, harassée, n'aspirant plus qu'au repos. Partout le mécontentement. La paysannerie qui a récupére ses terres et ne craint plus de voir revenir les Blancs, laisse éclater sa colère. De nombreux soulèvements se produisent, Isolés dans le pays, les bolcheviks le sont aussi sur le plan international. La révolution eu-

ropéenne, pour laquelle ils avaient tant fait et sur laquelle ils fon-daient tant d'espoirs tarde. En mars 1921, l'insurrection alleman-de debuge

ropéenne, pour laquelle ils avaient tant fait et sur laquelle ils fondaient tant d'espoirs tarde. En
mars 1921, l'insurrection allemande échoue.

La situation va obliger les bolcheviques à faire de sconcessions
et c'est la Nep. Des forces socles qui avaient pratiquement
disparu vont relever la tête ;
koulaks et petits industriels.

C'est dans ce contexte que se
pose le problème de l'interdiction
des fractions, qui, en fait, se confond avec une question plus large : les bolcheviques doivent-ils
garder le pouvoir ou se démetre
comme l'exigeraient les règles
formelles de la démocratie. S'ils
quittent le pouvoir c'est le retour
influctable des forces sociales les
plus retrogrades, c'est la répression, un bain de sang, la barbarie, les pogromes qui réapparaissent. S'ils se maintiement, s'ils
veulent continuer, selon la phrase
de Radek à « imposer leur volonté de vaincre aux travailleurs fatigués, disposés à lâcher pied... »
ils doivent renforcer leur discipline. Il faut se prémunir contre
l'entrée dans le Parti d'intrigants,
d'arrivistes, d'ennemis de classe.
Le Parti, qui a le monopole du
pouvoir d'Etlat ne doit pas subir
l'influence du milieu extérieur
qui pourrait s'exprimer par l'intermédiaire de fractions.
Mais si l'interdiction des fractions donne le pouvoir absolu à
la vieille garde, dévouée corps
et âme à la Révolution, cette mesure n'a été prise qu'en désespoir de cause. Il s'agit, dit Lénine,
« ... de préserver notre ligne idéclogique et de donner une leçon à
nos successeurs. Nous ne devons
jamais l'oublier même dans les
circonstances les plus désespérées ». Tous sont conscients ût
danger que représente cette mesure, et Radek prophétise : « Envotant pour cette résolution, j'estime qu'elle peut très bien servircontre nous et pourtant je l'approuve ».

Par ailleurs' des messures sont
prises pour tenter de pallier et

time qu'elle peut très bien servir contre nous et pourtant je l'approuve ». Par ailleurs des mesures sont prises pour tenter de pallier cet état de choses : le congrès décide de publier des périodiques spéciaux de discussion. Parallèlement, « un contrôle constant de l'opinion publique du Parti sur les organismes dirigeants s'avère nécessaire » (Boukharine). Mais ces tentatives désespérées faites par les révolutionnaires furent vaines, les forces sociales s'avérèrent plus fortes que la détermination d'un petit nombre. La contre-révolution l'emporta et, ironie de l'histoire, cette décision du X° congrès, qui avait ant coûté aux bolcheviques se retourna contre eux et donna à Staline l'arme légale à l'aide de laquelle il put interdire toute discussion et instaurer sa dictature sur le Parti. L'interdiction des fractions n'est pas le fondement du bolchevisme, mais se fin.

ment du bolchevisme, mais sa fin.
Et, puisque cela a si bien servi les staliniens, on comprend très bien qu'ils portent aux nues cette décision du X* congrès : elle n'est jamais que l'acte de naissance, un peu anti-daté, du stalinisme.

François DELAIN

(*) A ce propos nous ne pou-vons que conseiller de lire l'his-toire du Parti bolchevique de Pierre Broué, Editions de Minut, ou à notre service de prêt de livres dans l'une de nos perma-nences.

en tout cas, s'il ne le savaient déjà, qu'ils sont seuls pour se

Déjà les Nord-Coréens, en 1950 en avaient fait la dure expérien-ce. A l'époque, l'Humanité titrait presque chaque jour:

« Sauvages bombardements des populations de Corée par les agresseurs américains », « Comme Hitler à Guernica » (Huma-Dimanche 2/7/50).

« Bombardements terroristes contre la population civile » (Huma du 1/8/50).

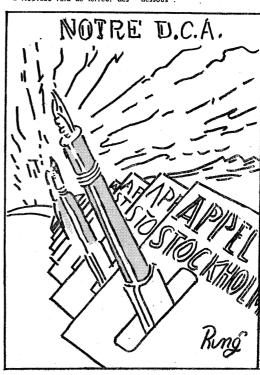
« Nouveau raid de terreur des

SUITE DE LA PACE 1

superforteresses américaines sur Pien-Yang » (Huma du 8/8/50). « Mille tonnes de bombes américaines écrasent 10 localités

coréennes » (Huma 17/8/50). « Les superforteresses américaines ont effectué hier le plus grand raid terroriste de la guer-re » (Huma 17/8/50).

Et I' « Humanité » du 9 août 1950 sans doute pour illustrer les mesures prises par l'URSS « afin de mettre un terme aux tentatives des forces impérialistes d'agression » publiait le des-sin que nous reproduisons ci-



Le grand moyen préconisé, à l'époque, par le Parti Commu-niste pour aider les Nord-Coréens était la signature de l'appel de Stockholm.

Aujourd'hui, c'est à nouveau temps des signatures, des pétitions et des proclamations : Yves Moreau écrit dans l'Huma-Dimanche du 21 mars 1965 :

« L'escalade » ne sera arrêtée, la paix mondiale ne sera préser-

Prière d'adresser la correspondance Prière d'adresser la correspondance VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon PARIS (10°) et d'envoyer les fonds à M. Maurice SCHRŒDT

(même adresse) C. C. P. 9424-78 - PARIS

vée qu'au prix d'immenses au nombre desquels, les forts, avertissements réitérés que l'Union Soviétique et les autres pays socialistes adressent aux Etats-Unis jouent sans conteste un rôle particulièrement efficace et salutaire ».

Il est à souhaiter pour l' « Humanité », que les populations qui subissent les bombardements en question n'aient pas connaissan-ce de ses écrits !

CAMARADE

Ce journal est le tien Fais-le connaître autour de toi

NOTRE FENÊTRE... DE

tage de régler nos petites affaires sur le plancher des vaches plutôt que de se lancer, à la conquête du cosmos! Mais si la science est capable de teis exploits elle est à plus forte raison capable de régler nos petits problèmes, moins spectaculaires mais ausi plus utiles pour nous. La difficulté n'est pas technique, elle est politique. Techniquement, l'exploit de Vosithad nous le montre, nos problèmes terre à terre sont de loin dépassés. Mais politiquement nous ne sommes guère plus avancés qu'au moyen âge : on travaille toujours pour l'enrichissoment d'une faible minorité au mépris des besoins les plus élémentaires du plus grand public. grand public

Vaincre les soucis matériels et con quérir la liberté c'est aussi un exploit à la portée des hommes.

LES TARTUFFES

Il y a quelques jours, la télévision nous a présenté un reportage en pro-logue à la campagne de lutte contre

la faim dans le monde. On nous a présenté des jeunes étudiants qui la-vent des carreaux ou des voitures penvent des carreaux ou des voitures pen-dant leurs loisirs et qui, avec l'argent ainsi obtenu, achètent du matériel destiné aux pays où règne la faim

tiné aux pays où règne la faim

Les dames patronnesses n'ont jamais résolu le problème de la misère. Ces jeunes sont dévoués, sincèrement révoltés par la misère qui accable plus de la moitié des habitants du globe. Mais sont-ils vraiment persuadés de résoudre avec quelques pioches ou quelques charettes à ânes (c'er ce qu'ils envoient) les problèmes des pays affamés.

qu'ils envoient) les problèmes des pays affamés.

Mais ce qu'il faut dénoncer, c'est la tartufferie, la malhonnêteté des dirigeants de ce mouvement qui exploitent la sensibilité des jeunes et les mènent dans une impasse.

Eux, sont complices des affarneurs impérialistes de l'Asie et de l'Afrique, en détournant d'une action efficace l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, des jeunes disposés à agir.

AU PEROU **UNE « CRISE CARDIAQUE** COLLECTIVE »

Lima, 2 mars (A.F.P.). Lima, 2 mars (A.F.P.). — « Pour en finir avec les conflits qui l'oppo-seient aux travailleurs de son exploi-tation, un propriétaire terrien de Kakapi, dans le sud-est du Pérou, a invité neuf dirigeants du syndicat lo-cal à un banquet généreusement arro-sé... d'insecticide. Les neuf syndicalis-tes sont morts. »

« C'est ce qu'a affirmé, samedi, le député Julio Arce Catacora, qui a décidé de provoquer une enquête. Le député a ajouté que le juge local, après avoir reçu de l'argent du pro-priétaire, s'était refusé à ouvrir une enquête sur la mort des neuf syndi calistes, mort qu'il aurait imputée à une « crise cardiaque collective ». »

(« Le Monde » du 3-3-65.)

Voilà bien les méfaits de la colla

boration de classe : que nos dirigeants syndicaux y pensent quand ils accep-tent de se « mettre à table » avec les

TOUJOURS PLUS GENIAL

Il n'est pas de record ni de perfor-mance qui ne soit perfectible, il en est ainsi aussi de la durée minimum de débrayage possible.

Enfoncés la demi-heure ou le quart d'heure de grève, voici arrivée l'ère du 1/10° d'heure!

Le premier journal à avoir annoncé Le premier journal à avoir annonce ce brillant succès, c'est « l'Humanité » du 26-2-65 qui, sous le titre « Sud-Aviation à Suresnes : débrayages au 1/10° d'heure », nous fait part de l'emploi de la nouvelle tactique.

En suivant cet exemple, en faisant la grève au dixième, qui sait si nous n'arriverons pas un jour à être aug-mentés au centième...

VOIX OUVRIÈRE

A LORS que l'imperia-lisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanite la menace de la mort thermo-suclusire, que depuis des planer sur l'humanite la menace de la mort thermonucleaire, que depuis des oécades il n'y a pas eu une neure où les ar mes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgre sa combativite maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la III Internationale sommen 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts

tion de l'Internationale
Communiste en un simple
représentant des intérêts
diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe,
dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer
une organisation de combut susceptible de lui faire
conquérir le pouvoir
Li est evident que le
grand responsable de cette
situation est le stalinisme.
Il n'a pas seulement déci-

situation est le stalinisme.

In n'a pas seulement décimé les révolutionnaires in tègres, trahi les luttes révolutionnaires du profetariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du pro létariat

terratives de création du pro-létariat De cette douloureuse ex-perience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bol-chevique-léniniste» capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, cerd'accumuler l'experience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible d'autres s'accrochent desespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que géneraliser leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti

a la degenerescence opportuniste des par-tis ouvriers tradition-nels, parlementaristes et chauvins, à la bureaucratisation

des organisations syndi-cales désertées par les travailleurs.

« VOIX OUVRIERE »

« VOIX OUVRIERE » veut :
Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution rus e d'octobre 1917, des premières années de premières années de l'Internationale commul'Internationale commu-niste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne. Montrer la justesse du point de vue révolution naire dans les grands événements de la politi-que internationale com-

que internationale me dans les petits taits de l'exploitation quoti-

dienne.
Regrouper tous ceux qui
militent sur le terrain
de la lutte des classes.
Contribuer à l'organisation du prolétariat sous

toutes ses formes.

Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour
que puisse triompher la
révolution socialiste
mondiale.

LES RELATIONS ENTRE ISRAEL, L'EGYPTE ET LES DEUX ALLEMAGNES

tragi-comédie sans acte mais en multiples tableaux

QUAND NASSER SE FACHE 'ANTI-IMPERIALISME AU RABAIS

AU RABAIS

PRES la brusque tension constatée dans les rapports germano-égyptiens et la visite d'Ulbricht au Caire, la décision d'Israèl et de l'Allemagne Fédérale d'établir des relations diplomatiques a suscité de nombreux commentaires quant à de possibles bouleversements d'alliances au Moyen-Orient.

Résumons la thèse la plus couramment admise : « Nasser découve un « trafic d'armes clandestin » entre Israèl et l'Allemagne de l'Ouest et somme cette dernière de cesser immédiatement ces activités sous peine d'entente cordiale avec l'Allemagne de l'Est. Bonn s'exécute et propose, en compensation, à l'État d'Israèl l'échange d'ambassadeurs. L'Egypte, en « représailles » accueille chaleureusement le premier secrétaire du Parti Socialiste Unifié de Pankow, Walter Ulbricht. »

Si ce scénario est d'une simplicité rassurante, il ne cadre malheureusement pas avec la réalité. L'accord « secret » Bonn-férusalem date des conversations Ben Gourion-Adenauer qui se déroulèrent aux Etats-Unis en mars 1960. La signature formelle eut lieu en 1962.

Le 28 octobre 1964, c'est-à-dire à une date antérieure du début de

1982.

Le 28 octobre 1964, c'est-à-dire à une date antérieure du début de la présente crise, le journal allemand « Süddeutsche Zeitung » révèle les dessous de l'accord. De plus, Nasser, de son propre aveu, était au courant de l'existence de ce protocole secret depuis au moins deux ans, c'est-à-dire presque aussitôt après la signature de celui-ci.

Le fameux accord secret semble

que aussitot apres la signature de celui-ci.
Le fameux accord secret semble bien n'avoir été qu'un accord secret de Polichinelle.
Mais pourquoi Nasser a-t-il attendu que le contrat soit réalisé à plus de 80 % pour se facher de son existence ? Il aurait pu, dès le début, exécuter sa manœuvre avec apparemment une efficacité bien plus grande.
La réponse à cette question explique beaucoup de choses.
Dans la livraison d'armes, en effet, l'Allemagne de l'Ouest n'a joué que le rôle d'intermédiaire entre

Israël et les U.S.A., qui étaient en fait les commanditaires de Bonn. L'accord de 1960 avait été parrainé par Eisenhower et il faut rappeler qu'en juin dernier c'est Johnson qui exigea du gouverne-ment allemand de livrer des chars M 48 à l'armée israélienne.

M 48 à l'armée israélienne.

Nasser savait parfaitement qu'essayer d'empêcher les envois d'armes des 1982 c'était heurter de front les U.S.A. qui, partisans de « l'équilibre des forces », n'avaient aucunement l'intention de paraître lâcher Israël, si peut soit, à une époque où le Caire recevait précisément des armes soviétiques.

il, à une époque où le Caire recevait précisément des armes soviétiques.

Ne voulant pas prendre le risque de perdre la face, le Bikbachi ne broncha pas. Mais, lorsque l'accord germano israélien arriva presque à expiration, rien ne l'empêcha plus de faire un éclat. Se gardant bien d'attaquer les Etats-Unis et la France (qui, elle, envoie ouvertement des armes à Israél), il se lança dans une violente dia tribe contre l'impérialisme de la République Fédérale Allemande. Et les US-A. d'accourir comme médiateurs!

Les diripeants de bien des pays

Les dirigeants de bien des pays du tiers-monde ne maintiennent teur domination que grâce à une solide police politique et à un prestige » anti-impérialiste » factice mais aussi nécessaire que l'oxygène. Et de ce point de vue, Nasser a bien besoin de redorer son blason. Son armée s'enlise sans résultats depuis des mois dans les sables du Vémen et l'on pourrait qualifier de polaire la chaleur manifestée par les pays arabes pour détourner les eaux du Jourdain. Quant à l'unité arabee qu'en 1945.

Manquant visiblement de suc-

be, ele est a peu pres aussi avaircée qu'en 1945.

Manquant ivisiblement de succès « antimpérialistes », il a saisi
l'occasion d'en créer un de toutes
pièces sans trop de risques. Mais
cela ne signifie pas que l'Egypte
va couper les ponts avec Bonn et
se passer de son aide économique.
Cette dernière, qui s'élève à plus
de 750 millions de marks, finance
dans une large mesure les plans
de développements égyptiens. La
revue de Francfort « Aussemhandels Dienst » constatait en 1963
que « l'industrie allemande a fait
d'excellentes affaires en Egypte ».

Pour la seule année 1963, Walter Scheel, ministre de la coopération, remettait 230 millions de marks pour financer l'infrastructure egyptienne. Krupp, Siemens, Mercedes Benz, construisent en Egypte

cedes-Benz, construisent en Egypte
des usines ou des centrales thermiques.
C'est pourquoi la République
Démocratique Allemande n'a ni
fintention, ni surtout les moyens,
de prendre la relève économique
de Bonn en Egypte, et l'Egypte ne
le souhaite pas.
Les dirigeants israéliens, quant
à eux, font piètre figure dans cette
affaire. D'une part, le « Süddeutsche Zeitung » a rendu public le
fait que des savants allemands
travaillent en Israél dans le domaine de la recherche nucléaire,
détail particulièrement savoureux
si l'on se rappelle que Tel-Aviv a
systématiquement considéré et de
nenée comme nazi tout savant allemand travaillant dans la recherche nucléaire... en Egypte.
D'autre part, le gouvernement
israélien a toujours prétexté « la
responsabilité morale de l'Allemagne à l'égard du peuple juif qui
demeure intacte » pour refuser
d'établir des relations diplomatiques avec Bonn, tout en acceptant
par ailleurs les relations matériel
les (livraisons d'armes et autres
réparations).
C'est pourquoi la brusque volteface du gouvernement su ce problème a été très peu appréciée e

C'est pourquoi la brusque volte-face du gouvernement sur ce pro-blème a été très peu appréciée en Israël, ce qui explique les manifes-tations devant la Knesseth dont le slogan : « Nous avons six mil-lions de bonnes raisons de ne pas reconnaître la République Fédérale Allemande » était quelque temps auparavant la devise gouverne-mentale.

muntravant la devise gouverne-mentale.

Dans un pays où chaque habi-tant a eu un ou plusieurs membres de sa famille envoyés dans les camps de la mort, la décision du gouvernement Eshkol d'établir des relations diplomatiques officielles avec l'Allemagne, si elle va cris-talliser un mécontentement qui se-ra exploité sans doute par l'extrê-me-droite, aura peut-être aussi comme résultat de démystifier un sujet tabou qui a servi trop long-temps à la débile bourgeoisie is raélienne pour cimenter l'Union Sacrée.

L. STERN

La réunion publique organisée le 12 mars à la Mutualité par VOIX-OUVRIERE

« Voix Ouvrière » n'était pas seule à organiser une réunion publique, le 12 mars, à la Mutualité, à Paris. Deux réunions electorale, une « d'union démocratique », l'autre de l'U.N.R.-U.D.T. occupaient des salles voisines pendant que les « Intellectuels catholiques » parlatent justement du marxisme. Ceta donna bien lieu à quelques petites erreurs et permit de voir des messieurs à rosettes de la Légion d'honneur ou ncuré en soulane égaré pénétrer par erreur dans la salle que deoraient les drapeaux rouges.

Malgré cette « concurrence », c'est devant une salle bien pleine, environ 600 personnes, des jeunes pour la plupart, qu'un camarade de la rédaction de « Voix Ouvrière » développa le sujet annoncé : les rapports entre les intellectuels et le parti révolutionnaire. S'adressant surtout aux opposants de l'Union des Etudiunts communistes, après avoir montré la part qu'avaient prise es ocients et entellectuels, dont Marx et Engls dans l'élaboration de la pensée socialiste, et après avoir comparé ce que demanderait un parti authentiquement révolutionnaire de punes intellectuels revolutionnaires dévoués à la classe ouvrière pouvaient dans les conditions actuelles jouer un rôle déterminant dans la construction en France, d'un parti ouvrier revolutionnaire.

Dans le débat qui suivit cet exposé, plusieurs courants d'idées et viente entendre : un camarade

volutionnaire.

Dans le débat qui suivit cet exposé, plusicurs courants d'idées se firent entendre : un camarade citant Cronstadt, posa la question du rôle et de la nécessité du partiu-même et reprocha à « Voir Ouvrière » (« accusation tout à fait fondée) de vouloir construire un nouveau parti bolchévik.

Un autre intervint pour défendre les positions traditionnelles de « l'entrisme » pour dire qu'il fallait rester au sein des organisations staliniennes, pour y aider

de l'intérieur qui n'étaient pas encore décidés à rompre. Enfin, plusieurs étudiants parti-sans de faire militer les intellec-tuels dans leur milieu se relayè-rent à la tribune pour essayer de démontrer la nécessité d'or-ganisations « relais » entre la mas-se des étudiants et le parti révo-lutionnaire. lutionnaire.

se des etudiants et le parti revotutionnaire.
Après que plusieurs militants
d'entreprises de « Voiz Ouvrière »
soient venus montrer l'importance de l'aide que pouvaient apporter aux ouvriers révolutionnaires
dans leur activité quotidienne,
les jeunes intellectuels, l'orateur
reprit la parole pour conclure.
Répondant à un contradicteur
qui lui avait reproché de dire en
substance : « Venez chez nous, il
y a du feu », il déclara que si
nous reprenions cette formule, ce
serait « Venez chez nous, il y a

du travail » Et il invita de nou

du travail ». Et il invita de nouveau les jeunes désireux d'œuvere efficacement à la construction du parti révolutionnaire à rejoindre les cercles « Voix Ouvrière » en formation.

Une collecte au drapau organisée à la sortie pour couvrir les frais de la sortie pour couvrir les frais de la sortie pour couvrir les frais de la sortie pour couvrir un proposition de la mutualité aussi, sur le thème : « Le P.C.F. est-il le parti de la classe ouvrière? », réunion à laquelle avaient participé 400 personnes environ.

La comparaison entre ces deux réunions permet de mesurer l'accroissement de notre rayonnement qui n'est pas extraordinaire, sans aucun doute, mais que nous considérons comme très encourageant.

RHONE-POULENC

(Suite de la page 2)

(Suite de la page 2)
plus combatifs, qui les avaient
amenés à de telles trouvailles.
Donc, le 5 mars, les syndicats
lancèrent un nouveau mot d'ordre
de grève de 24 heures, suivi cette
foisci par un peu moins de travailleurs que la fois précédente.
Ceux qui étaient venus à l'usine
quand même, comme il leur avait
été demandé, se réunirent à une
soixantaine. Avec les syndicats, ils
décidèrent alors de « reporter »
toutes les actions prévues et de
ne faire quelque chose qu'au moment de la réunion avec les patrons... C'était une manière comme
une autre de terminer l'affaire. Et
tant pis pour ceux qui y avaient
cru, ils en étaient quittes pour
avoir perdu deux journées de salaire!
Si les syndicats furent incapa-

Si les syndicats furent incapa-bles de s'intégrer au mouvement quand il fut dans sa période dyna-mique, c'est parce que les travail-leurs à ce moment ont bien senti

qu'ils ne seraient pas les instru-ment qui les aideraient dans une lutte véritable.

lutte véritable.
Par contre, quand les mensuels de laboratoire hésitèrent devant un combat jusqu'à satisfaction, quand un certain nombre accepta l'idée que le salut pouvait venir en dehors d'eux-mêmes, sans engagement définitif, les organisations syndicales reprirent l'influence décisive. Celle qui leur permit d'essayer de se faire valoir auprès de la direction, tout en démobilisant complètement les mensuels.

Rien de bien nouveau en somme Rien de bien nouveau en somme dans la tactique bureaucratique des syndicats. Mais malgré tout c'est au travers de telles expé-riences que se forment l'opinion des travailleurs et l'expérience des militants. Et deux journées de salaire, ce n'est pas trop cher payé si la leçon est profitable.

S. CAROL

PERMANENCES

PARIS :

V° arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge Métro : Cardinal-Lemoine, le Métro : Cardinal-Lemo samedi de 12 à 17 heures.

Xº arrondissement : au siège e VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 à 20 heures.

XIº arrondissement : Café « Le Dumas », 201, boulevard Voltaire. Métro : Boulets-Montreuil, le mercredi de 17. h 30 à 20 heu-

XIIIª arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-3!anche, le jeudi de 17 à 19 heu-

XIV^a arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue nu Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le mercredi de 17 n 30 à 19 h 30.

XV^e arrondissement : « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.

XVIIIº arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boule and Ney. Métro : Porte de Cligna-court, le mardi de 17 h 30 à 19 h 30.

BANLIEUE :

LEVALLOIS : Café « Chez Re-né », 20, rue Baudin. Mètro : Pont de Levallois, le mercredi de 17 à 19 heures.

CLERMONT-FERRAND: « Café de France », 22, place Delille, Jeudis 25 mars et 8 avril, de 10 à 12 h. et de 17 à 19 heures.

GRENOBLE : Café «D'Autrans» 5, cours Berriat, les mardis 30 mars et 13 avril, de 17 h. 30 à

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi de 17 à 20 heures.

LYON : Café « Les Etats-Unis » avenue du Profeseur-Beauvisage, Lyon-8°. Tous les mercredis, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

MARSEILLE : « Bord de la Treille », 15, place Jules-Guesde (place d'Aix), le vendredi, de 18 20 heures.

SAINT-CHAMOND : Café «Idéal-Bar », 44, rue Gambetta, les jeu-dis 11 et 25 mars, de 18 heures 19 h. 30.

SAINT-ETIENNE : « Bar des Copains », 11, rue Tréfilerie. Jeu-di, de 15 à 17 heures.

SAINT-NAZAIRE : Café « Les Tilleuls », 35, boul. Gambetta. Tous les samedis, de 16 à 18 h.

TOULOUSE · Café « Valade » 39, rue Valade, les jeudis 25 mars et 8 avril, de 17 h. à 18

TOULOUSE : « Grand Café des Minimes », 1, avenue des Minimes. Vendredi 26 mars et 9 avril de 17 h. 30 à 18 h. 30.

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon Paris-X*

Abonhement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrædt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson Proudhon avenue du Président-Wilson 86. La Plaine-Saint-Denis

Travail executé par des ouvriers syndiqués.